

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 6 AOÛT 1949

Projet de loi modifiant le régime fiscal de l'alcool ⁽¹⁾.

Projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme ⁽²⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DES SECTIONS CENTRALES, PAR M. MECHELYNCK.

MESSIEURS,

1. — Le régime de l'alcool est en ce moment réglé en Belgique par un arrêté-loi du 15 novembre 1948 ⁽³⁾. Cet arrêté-loi interdit la fabrication, l'importation, le transport, l'achat pour revendre, l'exposition en vente, la vente et le débit de l'alcool et de tous les liquides qui en renferment.

D'après le rapport au Roi qui précède l'arrêté-loi, le Gouvernement se préoccupant des ravages que l'alcoolisme faisait avant la guerre, « aurait » cru faillir aux plus élémentaires devoirs de sa charge, si, à une heure « qui ne se retrouvera plus, où les mesures prohibitives et, en Belgique » occupée, les prix prohibitifs de l'eau-de-vie, ont pratiquement supprimé « la consommation en spiritueux dans les milieux populaires, il laissait » échapper cette occasion unique de faciliter la tâche au Pouvoir législatif « d'après-guerre, en donnant au régime de la prohibition le bénéfice de la » possession d'état ».

(1) Projet de loi, n° 112.

La Section centrale, présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. FIEULLIEN, OOMS, MOYERSOEN, PEPIN, ELBERS et VANDEPERRE.

(2) Projet de loi, n° 113.

La Section centrale, présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. FIEULLIEN, MARILLE, MOYERSOEN, PEPIN, TROCKET et VANDEPERRE.

(3) Voir annexe I.

C'était une mesure conservatoire; dans la pensée des auteurs de l'arrêté-loi, d'autres problèmes devaient se poser pour l'établissement d'un régime définitif, tels que la limitation du nombre des débits de boissons, l'utilisation industrielle des alcools, la création du monopole, la création de ressources compensatoires, l'octroi éventuel d'indemnités.

2. — Le Gouvernement propose à la Chambre la suppression de l'arrêté-loi; il lui soumet en même temps diverses mesures comprises dans deux projets de loi.

Le premier « modifiant le régime fiscal de l'alcool » (doc. n° 112) majore du simple au double les droits d'entrée sur les alcools et les produits qui en renferment, les droits d'accise sur les eaux-de-vie indigènes et la taxe spéciale sur les alcools livrés à la consommation, établit une taxe provisoire dite « taxe de libération » et contient des mesures de répression en vue d'atteindre la distillerie clandestine.

Le second projet — projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme (doc. n° 113) — interdit la consommation, la vente et le débit des boissons spiritueuses à consommer sur place dans tous endroits accessibles au public; il n'autorise la vente et l'offre de boissons spiritueuses à consommer en dehors de leur établissement que chez les commerçants autres que les débitants de boissons à consommer sur place et pour autant que la vente comporte au moins deux litres.

Par un second groupe de dispositions, le projet interdit l'ouverture de nouveaux débits de boissons à consommer sur place.

La Chambre a été saisie en outre d'une proposition de loi « sur l'alcool » due à l'initiative parlementaire (doc. n° 70); aux termes de cette proposition, l'alcool non dénaturé ne pourrait être livré qu'à l'administration de l'État; elle seule serait autorisée à en effectuer le transport; elle en réglerait le débit, en fixerait le prix et le percevrait au profit de l'État.

3. — Les trois projets ont été renvoyés aux Sections; ils n'y ont donné lieu qu'à de courtes observations. Un membre signala la question du monopole de l'État; un autre demanda des précisions quant aux bases d'après lesquelles le Gouvernement fixerait la taxe de libération; dans une troisième Section, il fut proposé de limiter le nombre des débits pour chaque localité d'après le chiffre de la population et de faire revivre certaines dispositions de la loi sur le droit de licence.

Voici le résultat du vote dans les Sections.

Projet n° 112, modifiant le régime fiscal de l'alcool :

- 1^{re} Section : 4 oui, 2 non, 1 abstention ;
- 2^e Section : 5 oui, 2 abstentions ;
- 3^e Section : 8 oui ;
- 4^e Section : 11 oui, 1 abstention ;
- 5^e Section : 9 oui, 1 abstention ;
- 6^e Section : renvoi du projet à la Section centrale.

Projet de loi n° 113, tendant à combattre l'alcoolisme :

- 1^{re} Section : 3 oui, 2 non, 3 abstentions ;
- 2^e Section : 4 oui, 1 non, 7 abstentions ;
- 3^e Section : 9 oui, 1 abstention ;
- 4^e Section : 6 oui, 7 non ;
- 5^e Section : 7 oui, 3 abstentions ;
- 6^e Section : renvoi du projet à la Section centrale.

Proposition de loi sur l'alcool, n° 70 :

- 1^{re} Section : renvoi à la Section centrale ;
- 2^e Section : 1 oui, 10 abstentions, jonction au projet n° 113 ;
- 3^e Section : 6 non, 5 abstentions ;
- 4^e Section : abstention de tous les membres ;
- 5^e Section : renvoi à la Section centrale saisie du projet n° 113 ;
- 6^e Section : 8 oui.

4. — Toutes les Sections ne désignèrent pas un même rapporteur pour les trois projets.

Il fut donc constitué trois Sections centrales.

La proposition fut faite à la Chambre, en séance du 16 avril, de les réunir en une Commission spéciale chargée de l'examen des trois projets. La proposition ne fut pas admise ; mais il fut entendu que les Sections pouvaient se réunir pour une discussion d'ensemble ; il est de règle, en effet, que la méthode de travail dépend des Sections elles-mêmes et que la Chambre n'y intervient pas ⁽¹⁾.

5. — Les Sections délibérèrent ensemble ; elles reconnurent la nécessité de réunir dans une même loi les dispositions relatives à l'alcool et celles portant abrogation de l'arrêté-loi du 15 novembre 1918 ; ainsi le nouveau régime entrera en vigueur au moment même où disparaîtront les interdictions édictées par l'arrêté-loi et auxquelles le pays est soumis en ce moment.

Cette décision eut pour effet de diviser le projet de loi tendant à combattre l'alcoolisme (n° 113) ; les dispositions relatives aux débits de boissons fermentées constituent un ensemble qui a fait l'objet d'un rapport déposé en séance du 9 juillet (n° 224) ; celles relatives au commerce et au débit des boissons spiritueuses (projet n° 113) ont été jointes à celles sur le régime fiscal de l'alcool (projet n° 112) et font avec celles-ci l'objet du nouveau rapport présenté à la Chambre.

6. — Les lois qui déterminent le régime de l'alcool tiennent une place importante dans la législation du pays, tant au point de vue financier qu'au point de vue social.

(1) Séance du 16 avril 1919 ; *Ann.*, pp. 840-841.

Les droits de douane, les droits d'accise et les taxes sur les eaux-de-vie figuraient pour plus de 59 millions de francs au Budget des Voies et Moyens de 1914 et fournissaient plus de 17 millions de francs au fonds communal et au fonds spécial des communes.

Les lois, même d'ordre fiscal, exercent une influence directe dans la lutte contre l'alcoolisme. M. de Wouters d'Oplinter en a fait, à ce point de vue, une étude documentée dans son rapport sur le Budget des Voies et Moyens de 1914 ⁽¹⁾. Il semble établi que les lois de 1912, qui ont élevé le taux des droits de douane et des droits d'accise sur les eaux-de-vie et remplacé le droit de licence par une taxe d'ouverture, ont amené une diminution sensible de la consommation de l'alcool de bouche ⁽²⁾ et une réduction notable du nombre de débits de boissons ⁽³⁾.

La lutte contre l'alcoolisme a occupé la première place dans les délibérations des Sections centrales.

Du débit des boissons alcooliques.

7. — La vente de l'alcool est en ce moment, en exécution de l'arrêté-loi du 15 novembre 1918, complètement interdite.

Le projet du Gouvernement ne maintient pas cette interdiction absolue; elle n'a été proposée ni dans les Sections ni à la Section centrale.

Le projet la restreint au débit de boissons spiritueuses à consommer sur place (projet n° 143, art. 1^{er}, § 1^{er}); la vente par des commerçants autres que ceux débitant des boissons à consommer sur place est autorisée lorsqu'elle a lieu par quantité de deux litres au moins (art. 1^{er}, § 2).

Ce système a soulevé des objections en Section centrale. Certains membres estiment qu'il ne diminuera pas la vente clandestine de boissons frelatées, si développée aujourd'hui sous le régime de l'arrêté-loi; et si funeste dans ses effets. Il est à craindre, a-t-on fait observer encore, que l'interdiction de la vente dans le débit n'ait pour conséquence le développement de l'alcoolisme dans les familles: « Ce ne sera plus le petit verre acheté et bu au cabaret; la bouteille d'alcool fera partie des emplettes de la ménagère, et la consommation en aura lieu d'abord devant la femme et les enfants, puis avec eux. »

Des membres de la Section centrale ont proposé d'autoriser la vente dans les débits de boissons à consommer sur place, mais en l'entourant de conditions rigoureuses: conditions de moralité chez le débitant, d'hygiène dans les locaux, surveillance de la qualité des produits débités, taxe spéciale sur les débits, application plus vigilante de la loi sur l'ivresse publique. Ces mesures, jointes à l'élévation du prix de l'alcool, paraissent à

(1) Session 1913-1914, doc. n° 34, p. 16.

(2) 6^{lit.} 40 par habitant, en 1912; 5^{lit.} 32, en 1913.

(3) 219,405 débits en 1912; 209,229 en 1913.

ces membres plus efficaces dans la lutte contre l'alcoolisme que l'interdiction absolue de la vente de boissons à consommer sur place.

La majorité de la Section centrale (1) ne s'est pas ralliée à ces considérations; elle croit la suppression de la vente de l'alcool dans les débits de boissons indispensable si l'on veut obtenir une sérieuse diminution de la consommation de l'alcool de bouche.

Le projet du Gouvernement a été voté par 4 voix contre 2 et 1 abstention.

Régime fiscal de l'alcool.

8. — Les droits sur l'alcool ont été augmentés, depuis vingt-cinq ans, dans de fortes proportions par des lois successives.

La loi du 17 juin 1896 porte le droit de 64 francs à 100 francs; les lois du 18 février 1903 et du 5 septembre 1913 le fixèrent la première à 150 francs et la seconde à 200 francs.

L'augmentation des droits semble avoir eu pour conséquence une diminution de la consommation, sans avoir cependant diminué le produit des droits.

Le montant des droits d'accise perçus s'est élevé en 1911, 1912 et 1913 respectivement à 59,543,000 francs, 67,190,000 francs et 77,620,000 francs (2).

D'autre part, la consommation de l'alcool de bouche était de 8^{lit}.45 par habitant en 1902; elle tombe en 1903 à 5^{lit}.37; remontée à 6^{lit}.40 en 1912, elle redescend à 5^{lit}.52 en 1913 et à 3^{lit}.38 en 1914.

Cependant, les événements de la guerre ont agi pendant les derniers mois de 1914 et l'on ne peut pas s'arrêter à ce dernier chiffre pour en déduire avec quelque certitude l'influence que peut avoir eu l'augmentation du droit d'accise sur la consommation de l'alcool.

L'Exposé des motifs signale que les prix élevés de l'alcool pendant la guerre ont réduit davantage encore la consommation.

La centrale des alcools vendait l'alcool au prix de 28 francs le litre à 100 degrés, droits compris; dans les étapes, l'alcool à 50 degrés était vendu 18 francs le litre au détaillant qui le revendait au consommateur en prélevant un bénéfice de 15 francs par litre.

Sous ce régime, la consommation, constatée par l'Administration des finances, n'était plus, par tête, que de 3 litres en 1915 et de 2^{lit}.20 en 1916.

9. — Le Gouvernement propose de majorer dans la proportion du simple au double tant les droits d'entrée sur les alcools et les produits qui en renferment, que les droits d'accise sur les eaux-de-vie indigènes et la taxe spéciale sur les alcools livrés à la consommation (projet n° 113, art. 1 à 5).

(1) Section centrale constituée pour le projet n° 113.

(2) Voir tableau annexe II.

La Section centrale ⁽¹⁾ a estimé cette augmentation insuffisante; les salaires ayant plus que doublé, une augmentation de 100 % des droits ne constituerait pas, d'après elle, une entrave assez efficace à la consommation; pour la diminuer dans des proportions sensibles, il faut, d'après elle, faire de l'alcool une boisson de luxe. La Section centrale propose, dans ce but, de doubler les droits établis par le projet du Gouvernement, soit de quadrupler les droits existants.

Cette augmentation a semblé excessive à certains membres de la Section centrale. D'après eux, elle n'atteindra pas le but proposé, car la distillerie clandestine, provoquée par l'appât des gains énormes qu'elle peut réaliser sous ce régime, s'étendra plus que jamais; l'État ne trouvera plus dans le droit sur l'alcool les ressources que cet impôt lui assure, sans que, cependant, la consommation soit réduite. Ces membres ont fait observer encore que l'augmentation des droits de douane, dans une proportion égale à celle des droits d'accise, augmente la protection accordée aux produits indigènes et peut troubler les négociations en cours en vue de la conclusion de traités de commerce avec des pays étrangers.

L'augmentation des droits au quadruple des droits existants a été votée par 4 voix contre 3.

Taxe de libération.

Les articles 7, 8 et 9 du projet de loi sur le régime fiscal de l'alcool donnent au Gouvernement le droit de fixer le prix de vente de l'alcool et de le répartir en deux parties, l'une revenant aux distillateurs, l'autre à l'État; cette dernière serait perçue à titre de taxe de libération sur les alcools livrés à la consommation.

Ces articles reproduisent les mesures établies par l'arrêté royal du 31 janvier 1919 et par l'arrêté ministériel du 28 janvier, modifié successivement par les arrêtés ministériels des 20 mars, 2 avril et 19 juillet 1919.

D'après l'Exposé des motifs, les dispositions des articles 7, 8 et 9 constitueraient un régime transitoire et le produit de la taxe à prélever serait destinée à accorder des compensations à certains distillateurs qui ont travaillé pendant l'occupation et qui n'ont pas pu écouler aux prix élevés de cette époque, les alcools qu'ils avaient en magasin au moment où l'arrêté-loi est venu en interdire la vente.

Le texte des articles proposés ne correspond pas à l'Exposé des motifs; il ne contient aucune disposition transitoire; il n'autorise pas le Gouvernement à disposer du produit de la taxe; celle-ci dès lors, si elle était perçue, resterait acquise à l'État, car l'Administration ne peut pas, sans une autorisation expresse accordée par la loi, disposer des ressources de l'État au profit de certains intérêts privés. Le but que le Gouvernement avait en vue en proposant les articles 7, 8 et 9 ne sera pas atteint par le texte du projet de loi.

(1) Section centrale constituée pour le projet de loi n° 112.

La Section centrale, qui n'a pas trouvé dans les considérations exposées par le Gouvernement la justification du système de compensation esquissé dans l'Exposé des motifs, ne croit pas devoir présenter à la Chambre un texte qui permettrait au Gouvernement de le réaliser.

D'autre part, l'établissement à titre définitif de la taxe de libération se heurte à de graves difficultés. Treize distilleries étaient en activité au 30 juin 1919; neuf de ces usines fabriquaient exclusivement de la levure, quatre autres de la levure et de l'alcool. Le petit nombre des intéressés et les conditions presque identiques dans lesquelles ils se trouvaient, a permis de fixer un prix de revient. Cela sera-t-il possible quand l'abrogation de l'arrêté-loi autorisera toutes les distilleries à reprendre leur activité? Il y avait avant la guerre vingt-trois distilleries agricoles et soixante-quatorze distilleries industrielles, dont quinze fabriqués de levure, six distilleries de mélasses et cinquante-trois autres. Le prix de revient fixé administrativement constitue une moyenne; même si l'on admet la répartition des distilleries en catégories et pour chacune des catégories un prix de revient spécial, ce prix constituera les uns en perte et assurera aux autres des bénéfices importants. Une loi peut-elle consacrer ce résultat?

Ces diverses considérations ont amené la Section centrale à proposer à la Chambre la suppression des articles 7, 8 et 9 du projet.

Monopole de la fabrication de l'alcool.

Société concessionnaire.

La Section centrale a été saisie par deux de ses membres d'une proposition ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à concéder le droit exclusif de la fabrication et de la rectification de l'alcool à une société fermière.

Cette société serait constituée par le groupement des distillateurs dont l'usine fut en activité en 1913-1914.

Une proposition identique a été soumise à la Chambre en 1901 ⁽¹⁾; elle n'a pas fait l'objet d'un rapport.

Les auteurs de la proposition actuelle, en la soumettant à la Section centrale, l'ont présentée comme une conséquence de l'élévation des droits sur l'alcool.

Le rapport entre le prix de revient et le droit peut s'établir ainsi :

Avant 1903	1 à 5	droit de 100 francs.
Loi de 1903	1 à 7 1/2	id. 150 id.
Loi de 1913	1 à 10	id. 200 id.
Projet du Gouvernement .	1 à 20	id. 400 id.
Projet de la Section centrale.	1 à 40	id. 800 id.

(1) La proposition était signée par MM. Em. Tibbaut, Carton de Wiart, Maenhout, de Ponthière, Mabille et Cousot; M. Tibbaut en a signé les développements.

Session de 1900-1901 (*Doc. parl.*, p. 593; doc. n° 192).

Le distillateur doit fournir un cautionnement pour garantir le paiement des droits de l'alcool; la fabrication d'une même quantité d'alcool exige, par suite de l'augmentation des droits, une capacité financière de plus en plus grande.

A la suite de la loi de 1913, le nombre des distilleries a été réduit ⁽¹⁾ de cent quatorze en 1913 à quatre-vingt-dix-sept en 1914, et parmi ces dernières plusieurs se trouvaient dans une situation des plus précaire.

Si les droits sont élevés au chiffre proposé par le Gouvernement, et plus encore si le taux voté par la Section centrale est admis par la Chambre, la fabrication de l'alcool deviendra rapidement le monopole de quelques industriels à grande puissance financière.

La Section centrale a estimé que la proposition se rattachait, à raison de ces considérations, au projet dont elle était saisie et elle l'a mise en discussion. Les auteurs de la proposition ont demandé à résumer leurs observations dans une note à annexer au présent rapport comme note de minorité.

Des membres de la Section centrale, tout en acceptant le principe du monopole de l'État, ont reproché au projet de société concessionnaire de tenir compte avant tout d'intérêts particuliers; le projet, d'après eux, sauvera de la ruine certains industriels dont la situation est précaire, la reprise de leurs établissements pèsera sur la société concessionnaire; elle aura comme résultat le maintien d'un prix élevé pour les alcools à fournir à l'industrie. La concession d'un monopole à une société constituée dans ces conditions ne procurera pas à l'État les bénéfices que l'introduction du monopole a pour but de lui assurer.

En outre, la constitution d'une société se heurtera à des difficultés pratiques par suite des divergences de vues et d'intérêts qui règnent parmi les industriels que la société devrait réunir.

Le principe du monopole de l'État, limité à la fabrication et à la rectification des eaux-de-vie indigènes, a été adopté en Section centrale par 5 voix contre 2.

L'exercice de ce monopole par une société concessionnaire a été repoussé par 3 voix contre 3; un membre s'est abstenu.

Aucune autre proposition ayant pour but de l'organiser n'a été présentée à la Section centrale; le vote de principe n'est, dès lors, pas réalisé dans un texte soumis à la Chambre.

Les Sections centrales, constituées pour examiner les deux projets du Gouvernement, ont, à raison des conditions dans lesquelles elles ont été amenées à délibérer et des majorités diverses qui se sont formées sur les différentes questions qu'elles ont examinées, chargé leur président de vous présenter en un seul rapport le résultat de leurs travaux.

Le Président-Rapporteur,

A. MECHELYNCK.

(1) Voir annexe II.

NOTE DE MINORITÉ

L'augmentation des droits sur l'alcool s'impose : Elle apparaît comme l'une des meilleurs armes contre l'alcoolisme. Cependant elle préoccupe vivement les distillateurs qui craignent, non sans motif, qu'elle s'aboutisse fatalement à la ruine du plus grand nombre d'entre eux.

Le système des cautionnements et des paiements des droits d'accise réclamait déjà de leur part la disposition d'énormes capitaux sous le régime de la loi actuelle fixant le taux de l'accise à 200 francs. Il réclamera des capitaux excessifs sous un régime fixant en droits à 800 francs.

Préoccupés des conséquences qu'entraînera pour eux ce nouveau régime, un grand nombre de distillateurs se sont groupés et ont réclamé avec instance la constitution d'une société fermière à laquelle l'État concéderait, pour un certain nombre d'années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification des alcools. Cette société fermière serait constituée par le groupement de tous les distillateurs qui travaillèrent en 1913 et pendant les sept premiers mois de 1914.

Quatre-vingts distillateurs ont envoyé à la Section centrale leur adhésion écrite au principe de la société fermière. Ils produisaient, en 1913, 279,370 hectolitres.

Six s'y sont déclarés nettement hostiles, leur production atteignait 424,206 hectolitres.

Vingt et un n'ont pas émis d'opinion, leur production ne s'élevait qu'à 20,214 hectolitres.

Les petits distillateurs, les distillateurs moyens et quelques grands distillateurs se sont ralliés au projet; parmi eux figurent huit fabricants de levure.

Le groupe hostile se compose de distillateurs importants, quoique des différences considérables se révèlent dans leur production respective. Ils sont tous fabricants de levure.

Nous avons libellé en quelques articles une proposition de loi ⁽¹⁾ qui serait de nature, croyons-nous, à réaliser le désir du plus grand nombre des distillateurs, sans porter atteinte aux justes droits du groupe des opposants. Cette proposition s'est inspirée d'une étude publiée en 1914 par M. Water-

(1) Voir cette proposition annexe III.

keyn, qui fut chargé de ce travail par la Société générale des distillateurs belges.

La Section centrale, par quatre voix contre trois, a rejeté cette proposition. Nous avons décidé néanmoins en soumettre le principe à la Chambre, nous réservant au cours de la discussion du projet de loi sur les alcools de faire valoir les motifs qui militent en faveur de la constitution d'une société fermière des alcools et les objections qui y sont faites.

ANNEXE I**ARRÊTÉ-LOI DU 15 NOVEMBRE 1918**

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT!

Vu l'article 26 de la Constitution qui confère l'exercice du pouvoir législatif au Roi, à la Chambre des Représentants et au Sénat;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

Sur la proposition de nos Ministres des Finances, de l'Intérieur, de la Justice, de la Guerre et de l'Intendance civile et militaire;

De l'avis conforme de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sauf les exceptions à l'article 2, sont interdits la fabrication, l'importation, le transport, l'achat pour revendre, l'exposition en vente, la vente, le débit :

1° De l'alcool distillé et de tous liquides qui en renferment, sauf une tolérance de 2 % d'alcool distillé à 50 degrés pour les vins;

2° De vins de liqueur, vins aromatisés et autres titrant plus de 15 degrés d'alcool;

3° De liquides fabriqués au moyen de fruits secs et titrant plus de 15 degrés d'alcool;

4° De bières, cidres et autres liquides similaires titrant plus de 8 degrés d'alcool.

Est interdite également l'offre à titre gratuit de ces liquides par les personnes visées à l'article 4, même dans les locaux qui font partie de leur domicile privé.

ART. 2.

Les interdictions relatives aux produits énumérés à l'article précédent ne sont pas applicables lorsque ces produits sont destinés :

- 1° A des usages médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de droguerie ;
- 2° A des usages scientifiques ;
- 3° A des usages industriels ;
- 4° A l'exportation ;
- 5° Au transit.

Un arrêté royal détermine les conditions auxquelles ces exceptions seront subordonnées.

ART. 3.

Pendant la durée du temps de guerre, un arrêté royal peut, pour tout ou partie du territoire, étendre sous les mêmes sanctions les interdictions prononcées à l'article 1^{er} aux bières, cidres et autres boissons similaires titrant plus de 5 degrés d'alcool.

Il peut également interdire l'ouverture de nouveaux cafés, cabarets et autres débits de boissons fermentées.

ART. 4.

Les producteurs, marchands et débiteurs d'alcool, de liquides renfermant de l'alcool distillé, de vins, de bières et autres liquides fermentés qui, à partir de la mise en application du présent arrêté-loi, détiendraient les liquides visés à l'article 1^{er}, sont tenus d'en faire la déclaration, sauf empêchement légitime, dans la quinzaine, au bourgmestre de leur résidence ou à celui qui en fait fonction.

La même obligation est imposée à toute personne qui détiendrait de ces liquides pour compte des producteurs, marchands et débiteurs.

Cette déclaration indiquera :

- 1° Les noms et adresses des détenteurs et propriétaires ;
- 2° La nature et la quantité des liquides détenus ;
- 3° L'endroit où ils sont déposés.

ART. 5.

Quiconque aura, en contravention du présent arrêté-loi, fabriqué, importé, transporté, exposé en vente, vendu ou débité, acheté pour les vendre des liquides visés à l'article 1^{er}, ou aura contrevenu à l'article 4 du présent arrêté-loi, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Ces peines pourront être élevées au double si, depuis moins de deux ans, le coupable a déjà été condamné du chef d'une de ces infractions.

ART. 6.

Quiconque aura, en contravention du présent arrêté-loi, offert à titre gratuit des liquides visés à l'article 1^{er}, dans les conditions prévues par cet article, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de 26 francs à 50 francs ou d'une de ces peines seulement.

Ces peines pourront être élevées au double si, depuis moins d'un an, le coupable a déjà été condamné du chef d'une de ces infractions.

ART. 7.

En cas de contravention aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté-loi, le tribunal ordonnera la confiscation des liquides; il pourra l'ordonner en cas de contravention aux dispositions de l'article 4.

Il pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion, en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Il pourra, en outre, prononcer à charge du condamné l'interdiction, soit temporaire, soit définitive, d'exercer la profession de cabaretier ou débitant de boissons, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 francs à 500 francs pour chaque infraction à cette interdiction.

ART. 8.

Les peines édictées par les articles 5, 6 et 7 seront appliquées sans préjudice des pénalités prévues par les lois fiscales.

ART. 9.

Les articles 66, 67, 69, § 2, et 85 du Code pénal sont applicables aux délits prévus par le présent arrêté-loi.

ART. 10.

Les officiers de la police judiciaire, les agents assermentés des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de la fabrication, du commerce, de la vente et du débit des denrées alimentaires, les gardes champêtres et les gendarmes ont qualité pour constater les infractions au présent arrêté-loi. Dans les quarante-huit

heures de l'infraction, les procès-verbaux seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge de paix ou l'un de ses suppléants, ou devant le bourgmestre ou un échevin.

Le présent arrêté-loi sera obligatoire dès le jour de sa publication.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'État et publié au *Moniteur*.

Donné en Notre Quartier Général, le 15 novembre 1918.

ALBERT.

ANNEXE II

Tableau des distilleries existant en 1911; leur production de 1911 à 1919 par année; les sommes versées à titre de droits pendant chacune de ces années, communiqué par le Gouvernement en réponse à une question posée par la Section centrale.

(Voir le tableau à la page suivante.)

CATÉGORIES DE DISTILLERIES.		1911		1912		1913		1914		1915		1916		1917		1918		1919	
		Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.	Nombre d'usines actives.	Quantité d'eau-de-vie produite à 50°.
Distilleries industrielles	de mélasses	8	Hectol. 289,214	8	Hectol. 351,114	7	Hectol. 297,727	6	Hectol. 161,837	4	Hectol. 141,753	4	Hectol. 32,456	3	Hectol. 1,151	3	Hectol. 11,811	»	»
	fabriques de levure . .	16	287,306	16	308,274	16	314,400	15	228,919	11	111,835	13	102,779	12	85,688	11	85,153	13	27,722
	autres	67	142,230	67	154,851	67	104,330	53	43,921	32	5,823	30	30,447	24	10,647	15	5,326	1	91
	TOTAUX . . .	91	718,747	91	814,239	90	716,457	74	434,677	47	259,411	47	165,682	39	97,486	29	102,290	14	27,813
Distilleries agricoles		24	19,896	24	21,362	24	20,207	23	13,048	18	2,993	11	3,549	9	2,397	5	1,625	»	»
TOTAUX GÉNÉRAUX . . .		115	738,643	115	835,601	114	736,664	97	447,725	65	262,404	58	169,231	48	99,883	34	103,915	14	27,813
Montant des droits d'accise perçus fr.			89,543,512		67,189,862		77,619,287		39,914,870		56,143,279		38,639,672		15,861,854		10,301,935		Non établie.

ANNEXE III

**Projet de Société concessionnaire de la fabrication de l'alcool, -
visé à la Note de minorité.**

ARTICLE PREMIER.

A partir de la date à déterminer par un arrêté royal, nul ne peut fabriquer ni rectifier de l'alcool sans une autorisation ou concession du Gouvernement.

Toutefois, l'importation de l'alcool fabriqué à l'étranger reste autorisée, moyennant paiement des droits d'entrée et accomplissement des formalités légales.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à concéder, pour un terme qui ne dépassera pas cinquante années, le droit exclusif de la fabrication et de la rectification de l'alcool à une société fermière constituée sur les bases reprises ci-après.

Tous les distillateurs en Belgique ayant exploité l'industrie de la distillation ou de la rectification en 1913-1914 auront le droit de faire partie de ladite société à la condition de fournir une déclaration d'adhésion dans le délai qui sera fixé par un arrêté royal et de s'engager à fournir les apports prévus par l'article 13.

ART. 3.

Les distillateurs ou rectificateurs qui auront renoncé à faire usage du droit leur réservé par l'article précédent, seront expropriés par la société fermière.

Il en sera de même des distillateurs ne réunissant pas les conditions prévues pour être admis dans ladite société.

ART. 4.

Le droit de fabriquer ou de rectifier l'alcool appartient exclusivement à cette société fermière.

ART. 5.

Il est interdit aux particuliers de détenir des appareils pouvant servir à la fabrication ou à la rectification de l'alcool.

ART. 6.

Les particuliers ont le droit de fabriquer des liqueurs sous réserve des défenses édictées par les articles 3 et 4.

Cette fabrication est soumise à des conditions spéciales réglées par arrêté royal.

ART. 7.

L'achat, la vente, l'exportation, la circulation et la détention de l'alcool fabriqué en contravention avec les dispositions qui précèdent sont interdites.

ART. 8.

Le droit de fabriquer la levure de panification ou les sous-produits de l'alcool appartient exclusivement à ladite société fermière.

L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, la circulation et la détention de ces matières sont permis aux particuliers.

ART. 9.

La société fermière prévue par l'article 1^{er} devra réunir les conditions suivantes :

1° Les statuts seront arrêtés d'après les principes de la présente loi;

2° Ils seront conformes, pour le surplus, aux prescriptions des lois sur les sociétés coordonnées par arrêté royal du 22 juillet 1913, en tant qu'il ne sera pas nécessaire d'y déroger à raison de la nature spéciale de la société;

3° Ils seront approuvés par le Gouvernement auquel pleins pouvoirs sont donnés à cette fin.

Ladite société aura la forme de la société anonyme.

ART. 10.

Toutes autres opérations que la fabrication et la rectification de l'alcool avec les sous-produits sont interdites à ladite société.

ART. 11.

La durée de la société sera égale à celle de la concession lui octroyée.
La dissolution anticipée ne pourra être prononcée qu'en vertu d'une loi.

ART. 12.

Un Commissaire du Gouvernement surveillera toutes les opérations de la société. Son traitement est fixé par le Gouvernement, de concert avec l'administration de la société. Il sera supporté par elle.

ART. 13.

La société fermière sera constituée par l'apport libre de toutes charges :

1° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines seront maintenues en activité par la société, des terrains, constructions et matériel servant à l'exploitation de leurs distilleries, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication ;

2° Par les distillateurs et rectificateurs dont les usines ne seront pas maintenues en activité par la société, de leurs appareils distillatoires compris dans leur déclaration de possession, de leur valeur industrielle, de leurs marques et procédés de fabrication.

Il sera procédé souverainement à l'évaluation de cet apport par un collège de onze experts.

Chacune des cinq classes de distilleries existantes désignera un expert, à savoir :

- 1° Les distilleries avec production de levure ;
- 2° Les distilleries de grain, sans production de levure ;
- 3° Les distilleries de mélasse ;
- 4° Les distilleries agricoles ;
- 5° Les rectificateurs non-producteurs d'alcool.

Cinq experts seront désignés par le Ministre des Finances.

Un expert qui assumera en outre les fonctions de président, sera désigné par le premier président de la Cour de cassation.

La valeur des apports sera déterminée en prenant en considération la valeur des bâtiments, du matériel industriel, la production de chaque usine pendant l'année 1915 et les sept premiers mois de 1914, en adoptant un multiplicateur spécial pour chacune des cinq classes de distilleries existantes, le bénéfice réalisé.

ART. 14.

Le capital social sera fixé à un montant égal à celui des apports prévus à l'article 13.

Il sera divisé en actions de capital de 500 francs chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont au porteur.

ART. 15.

Les actions de capital seront attribuées aux apporteurs indiqués à l'article 13 au prorata de la valeur de leurs apports.

Les titres ne leur seront délivrés que moyennant transfert régulier à la société des biens apportés, libres de toute charge.

Jusqu'à ce moment, il resteront affectés à la garantie de cette libération.

ART. 16.

Les bénéfices nets seront répartis comme suit : 5 % au moins au profit de la réserve légale.

Il sera prélevé ensuite la somme nécessaire pour permettre la distribution à chacune des actions de capital d'un dividende de 25 francs.

Sur le surplus, x % au profit du Conseil d'administration et du collège des Commissaires.

Le solde sera réparti par moitié entre les actions de capital et l'État, à moins que l'assemblée générale ne décide d'en affecter une partie à un fonds de prévision ou à des amortissements extraordinaires.

ART. 17.

La fabrication et le commerce des liqueurs sont interdits à la société concessionnaire.

Elle ne peut vendre ses alcools de bouche que par quantités de 100 litres au moins.

ART. 18.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin d'exiger d'elle tous états et renseignements. Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qui, selon lui, sera contraire soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État.

ART. 19.

A l'expiration de la société, le produit net de la liquidation servira à rembourser au pair les actions de capital, le solde sera partagé moitié au profit des actions de capital, moitié au profit de l'État.

L'État ne devra aucune indemnité à la société concessionnaire pour la suppression de son industrie.

ART. 20.

La constitution de la société fermière pourra être constatée par acte sous seing privé. L'État est autorisé à exonérer la société des droits d'enregistrement, de mutation et de timbre.

Rien n'est innové aux lois en vigueur en ce qui concerne les droits d'accise, de douane, les contributions, patentes, etc.

La société concessionnaire ne jouit d'aucune exemption.

ART. 21.

Un arrêté royal fixera la date de mise à exécution de la présente loi.

TEXTE DES PROJETS DU GOUVERNEMENT

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE



TEKST VAN DE ONTWERPEN DER REGEERING

EN

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

Texte des projets du Gouvernement.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

ARTICLE PREMIER

du projet tendant à combattre l'alcoolisme,
n° 113.

§ 1^{er}. -- La consommation, la vente et l'offre, même à titre gratuit, par quelque quantité que ce soit, de boissons spiritueuses à consommer sur place, sont interdites dans tous les endroits accessibles au public, notamment dans les débits de boissons, hôtels, restaurants, lieux de divertissements, magasins, échoppes, bateaux, trains, trams, gares, ateliers ou chantiers, ainsi que sur la voie publique.

§ 2. — Les commerçants, autres que les débitants de boissons à consommer sur place, sont seuls autorisés à vendre ou à offrir des boissons spiritueuses à consommer en dehors de leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres.

§ 3. — L'interdiction établie par le § 2 du présent article n'est pas applicable au pharmacien qui délivre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 2

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs et n'en peuvent détenir

ARTIKEL ÉÉN

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme, n° 113.

§ 1. Verbruik, verkoop en aanbieding, zelfs te kosteloozen titel, bij eenigerlei hoeveelheid, van sterke dranken ter plaatse te verbruiken, worden verboden in alle voor het publiek toegankelijke plaatsen, namelijk in de dranklijsterijen, hotels, spijshuizen, plaatsen voor vermaak, magazijnen, kramen, schepen, treinen, trams; stations, werkhuizen of plaatsen, alsmede op den openbaren weg.

§ 2. — De handelaars, andere dan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, zijn alleen gemachtigd om buiten hunne inrichting te verbruiken sterke dranken te verkoopen of aan te bieden, voor zooveel elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt.

§ 3. — Het verbod gevestigd bij § 2 van dit artikel is niet van toepassing op den apotheker die, op voorschrift van een doctor in de medicijnen, sterke dranken levert.

ART. 2

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, mogen hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voor handen hebben in de lokalen waarin de verbruikers toegelaten worden, en

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi sur le régime de l'alcool.

**Wetsontwerp op de fiscale regeling
betreffende den alcohol.**

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

Commerce et débit de l'alcool.

Handel in en verkoop van alcohol.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — La consommation, la vente et l'offre, même à titre gratuit, par quelque quantité que ce soit, de boissons spiritueuses à consommer sur place, sont interdites dans tous les endroits accessibles au public, notamment dans les débits de boissons, hôtels, restaurants, lieux de divertissements, magasins, échoppes, bateaux, trains, trams, gares, ateliers ou chantiers, ainsi que sur la voie publique.

§ 2. — Les commerçants, autres que les débitants de boissons à consommer sur place, sont seuls autorisés à vendre ou à offrir des boissons spiritueuses à consommer en dehors de leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres.

§ 3. — L'interdiction établie par le § 2 du présent article n'est pas applicable au pharmacien qui délivre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

§ 1. — Verbruik, verkoop en aanbidding, zelfs ten kosteloozen titel, bij eenigerlei hoeveelheid, van ter plaatse te verbruiken sterke dranken worden verboden in alle voor het publiek toegankelijke plaatsen, namelijk in de dranklijterijen, hotels, spijshuizen, vermaakplaatsen, magazijnen, kramen, schepen, treinen, trams, statien, werkhuizen of werkplaatsen, alsmede op den openbaren weg.

§ 2. — Alleen de handelaars, andere dan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, zijn gemachtigd tot verkoop of aanbidding van buiten hunne inrichting te verbruiken sterke dranken, voor zooveel elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt.

§ 3. — Het verbod, opgelegd bij § 2 van dit artikel, is niet van toepassing op den apotheker die, op voorschrift van een doctor in de geneeskunde, sterke dranken levert.

ART. 2.

ART. 2.

Les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs et n'en peuvent détenir plus de

De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken mogen hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voorhanden hebben in de lokalen, waarin de verbruikers toegelaten worden, en

Texte des projets du Gouvernement.

plus de quatre litres dans les autres parties de l'établissement, ni dans l'habitation y attenante.

ART. 3

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce, en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. — Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel, ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool de distillation ou que la richesse alcoolique ne dépasse pas 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

ARTICLE PREMIER

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool, n° 112.

Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques désignés ci-après et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles à 50 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade . . . fr. 450

Par
hectolitre.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

mogen daarvan niet meer dan vier liter voorhanden hebben in de andere gedeelten der inrichting, noch in de belendende woning.

ART. 3

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

§ 1. — Door sterke dranken worden verstaan, alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol, of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijke alcohol, zooals brandewijn, elixirs, likeuren, bitters, aperitifs en andere soortgelijke voortbrengselen.

§ 2. — De opbrengst der alcoholgisting van natuurlijke vruchtensappen : wijn, cider en perendrank, evenals mede, worden niet beschouwd als sterke dranken voor zooveel zij niet met gedistilleerden alcohol werden vermengd, of dat het alcoholgehalte niet hooger is dan 18 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ARTIKEL EÉN

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol, n° 112.

De invoerrechten op de hierna aangegeuide alcoholhoudende vloeistoffen en op de in brandewijn ingemaakte eetwaren worden gewijzigd als volgt :

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of minder van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer fr. 450

Per
hectoliter.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

quatre litres dans les autres parties de l'établissement, ni dans l'habitation y attenante.

ART. 3.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce, en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. — Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel, ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool de distillation ou que la richesse alcoolique ne dépasse pas 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

CHAPITRE II.

Régime fiscal de l'alcool.

ART. 4.

Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques désignés ci-après et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont *fixés* de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cereles à 50 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade fr. 900

Par
hectolitre.

mogen daarvan niet meer dan vier liter voorhanden hebben in de overige gedeelten der inrichting, noch in de belendende woning.

ART. 3.

§ 1. — Onder sterke dranken worden verstaan alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijken alcohol, zooals brandewijn, elixirs, likeuren, bitters, aperitifs en andere soortgelijke producten.

§ 2. — De producten der alcoholgisting van natuurlijke vruchten : wijn, cider en perendrank, evenals mede, worden niet beschouwd als sterke dranken, voor zooveel zij niet met gedistilleerden alcohol werden vermengd of het alcoholgehalte niet hooger is dan 18 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

HOOFDSTUK II.

Fiscale regeling van den alcohol.

ART. 4.

De invoerrechten op de hierna vermelde alcoholhoudende vloeistoffen en op de in brandewijn ingemaakte eetwaren worden *vastgesteld* als volgt :

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer . . . fr. 900

Per
hectoliter.

Texte des projets du Gouvernement.		Tekst van de ontwerpen der Regering.	
	Par hectolitre.		Per hectoliter
En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50 fr.	9	Op fust, voor elken graad boven de 50 fr.	9
En bouteilles, sans distinction de degré. fr.	900	Op flesschen, zonder onderscheid van graad fr.	900
Liqueurs, sans distinction de degré. fr.	900	Likeuren, zonder onderscheid van graad fr.	900
Boissons fabriquées au moyen de fruits secs (raisins, dattes, figues, etc.), avec ou sans addition de jus de raisins frais, ainsi que celles fabriquées à l'aide d'alcool, d'eau, de sucre, de matières colorantes, etc., avec ou sans addition de jus de fruits, dont la richesse alcoolique n'est pas supérieure à 15 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 centigrades fr.	120	Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten (rozijnen, dadels, vijgen, enz.), met of zonder toevoeging van sap van verse druiven, alsmede de dranken vervaardigd door middel van alcohol, van water, van suiker, van kleurstoffen, enz., met of zonder toevoeging van vruchtsap, waarvan het alcoholgehalte niet hooger is dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeelingen thermometer. fr.	120
Autres liquides alcooliques contenant en alcool :		Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte :	
	Par hectolitre.		Per hectoliter.
20 % ou moins fr.	180	Van 20 t. h. of minder. fr.	180
Plus de 20 % et pas plus de 50 %. fr.	450	Van meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h. fr.	450
Plus de 50 % fr.	900	Van meer dan 50 t. h. fr.	900
Conserves alimentaires à l'eau-de-vie : par 100 kilogrammes, 450 francs.		In brandewijn ingemaakte eetwaren : per 100 kilogram, 450 frank.	

ART. 2

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Est portée à 8 % la taxe de 4 % du montant des droits d'entrée établie par l'article 3 de la loi du 5 septembre 1913 sur les produits énumérés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912.

ART. 2

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Wordt gebracht op 8 t. h. de taxe van 4 t. h. van het bedrag der invoerrechten, gevestigd bij artikel 3 der wet van 5 September 1913 op de producten opgenoemd onder artikel 5 der wet van 12 Decembre 1912.

Texte proposé par la Section centrale.

En cercles pour chaque degré
au-dessus de 50 fr. 18

En bouteilles, sans distinction
de degré fr. 1,800

Liqueurs, sans distinction de
degré fr. 1,800

Boissons fabriquées au moyen
de fruits secs (raisins, dattes,
figues, etc.), avec ou sans addi-
tion de jus de raisins frais, ainsi
que celles fabriquées à l'aide
d'alcool, d'eau, de sucre, de ma-
tières colorantes, etc., avec ou
sans addition de jus de fruits,
dont la richesse alcoolique n'est
pas supérieure à 15 degrés de
l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la
température de 15 degrés centi-
grades fr. 240

*Autres liquides alcooliques contenant
en alcool :*

20 % ou moins. fr. 360

Plus de 20 % et pas plus de
50 % fr. 900

Plus de 50 % fr. 1,800

Conserves alimentaires à l'eau-de-
vie : par 100 kilogrammes, 900 francs.

ART. 5.

Est portée à 16 % la taxe de 4 % du
montant des droits d'entrée établie par
l'article 3 de la loi du 5 septembre 1913
sur les produits énumérés à l'article 5
de la loi du 12 décembre 1912.

Tekst door [de] Middelenafdeeling voorgesteld.

Op fust, voor elken graad
boven 50. fr. 18

Op flesschen, zonder onder-
scheid van graad fr. 1,800

Liqueuren, zonder onderscheid
van graad fr. 1,800

Dranken vervaardigd door mid-
del van gedroogde vruchten (ro-
zijnen, dadels, vijgen, enz.), met
of zonder toevoeging van sap van
versche druiven, alsmede de dran-
ken vervaardigd door middel van
alcohol, van water, van suiker,
van kleurstoffen, enz., met of
zonder toevoeging van vruchten-
sap, waarvan het alcoholgehalte
niet hooger is dan 15 graden van
den alcoholmeter Gay-Lussac bij
de temperatuur van 15 graden
van den honderddeelingen ther-
mometer. fr. 240

*Andere alcoholhoudende vloeï-
stoffen hebbende een alcoholge-
halte :*

Van 20 t. h. of minder. fr. 360

Van meer dan 20 t. h. en niet
meer dan 50 t. h. fr. 900

Van meer dan 50 t. h. fr. 1,800

In brandewijn ingemaakte eetwaren :
per 100 kilogram, 900 frank.

ART. 5.

Wordt gebracht op 16 t. h. de taxe
van 4 t. h. van het bedrag der invoer-
rechten, gevestigd bij artikel 3 der wet
van 5-September 1913 op de producten
vermeld in artikel 5 der wet van
12 December 1912.

Texte des projets du Gouvernement.

ART. 3

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Les vins étrangers contenant plus de
21 % d'alcool suivent le régime des
liqueurs pour la perception des droits.

L'imposition des vins importés en
bouteilles ne peut en aucun cas être
inférieure à celle des vins importés
autrement.

ART. 4

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie
fabriquée dans le pays est prélevé sur
les quantités produites de flegmes ou
alcools, à raison de 400 francs par
hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre
de Gay-Lussac, à la température de
15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 5

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Par modification à l'article 4 de la
loi du 12 décembre 1912, la taxe
sur les eaux-de-vie indigènes de toute
espèce déclarées en consommation est
portée de 10 à 20 centimes par litre
d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoo-
mètre de Gay-Lussac à la température
de 15 degrés du thermomètre centi-
grade.

ART. 6

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Les taux de droit et de taxe fixés
par les articles 4 et 5 sont applicables

Tekst van de antwoorden der Regering.

ART. 3

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Buitenlandsche wijn die meer dan
21 t. h. alcohol bevat volgt, voor het
heffen der rechten, het regiem van de
likeuren.

De aanslag van wijn ingevoerd op
flesschen mag in geen geval lager zijn
dan die van wijn anders ingevoerd.

ART. 4

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Het accijnsrecht op den in het Rijk
vervaardigten brandewijn, wordt gehe-
ven van de voortgebrachte hoeveelheden
flegma's of alcohol, op voet van
400 frank per hectoliter van 50 graden
sterkte van den alcoholmeter van
Gay-Lussac, bij de temperatuur van
15 graden van den honderddeeligen
thermometer.

ART. 5

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Met wijziging in artikel 4 der wet
van 12 December 1912 wordt de taxe
op den binnenlandschen brandewijn
van alle soort, ten verbruike aange-
geven, gebracht van 10 op 20 centie-
men per liter brandewijn hebbende eene
sterkte van 50 graden van den alcohol-
meter van Gay-Lussac bij de tempe-
ratuur van 15 graden van den honderd-
deeligen thermometer.

ART. 6

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

De bedragen van recht en van taxe
bepaald bij artikelen 4 en 5 zijn toepas-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

ART. 6.

ART. 6.

Les vins étrangers contenant plus de 21 % d'alcool suivent le régime des *liqueurs* pour la perception des droits.

L'imposition des vins importés en bouteilles ne peut en aucun cas être inférieure à celle des vins importés autrement.

Buitenlandsche wijn, die meer dan 21 t. h. alcohol bevat, volgt, voor het heffen der rechten, de regeling betreffende de *likeuren*.

De aanslag van wijn ingevoerd op flesschen mag in geen geval lager zijn dan die van wijn, op een andere wijze ingevoerd.

ART. 7.

ART. 7.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 800 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Het accijnsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn wordt gegeven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, tegen 800 frank per hectoliter van 50 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderdeeligen thermometer.

ART. 8.

ART. 8.

Par modification à l'article 4 de la loi du 12 décembre 1912, la taxe sur les eaux-de-vie indigènes de toute espèce déclarées en consommation est portée de 10 à 40 centime par litre d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Met wijziging van artikel 4 der wet van 12 December 1912 wordt de taxe op den binnenlandschen brandewijn van alle soort, ten verbruike aangegeven, gebracht van 10 op 40 centiem per liter brandewijn van 50 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdeeligen thermometer.

ART. 9.

ART. 9.

Les taux de droit et de taxe fixés par les articles 4 et 5 sont applicables aux

De bedragen van recht en van taxe, bepaald bij de artikelen 4 en 5, zijn

Texte des projets du Gouvernement.

aux flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

ART. 7

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Aucune quantité de flegmes ou d'alcools ne peut être enlevée des distilleries, des usines de rectification ou des entrepôts publics qu'en vertu d'une autorisation du Ministre des Finances.

ART. 10

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Toute infraction à l'article 7 est punie d'une amende égale au décuple des droits et taxes dus, outre la confiscation des flegmes et alcools et des moyens de transport.

ART. 8

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Le Ministre des Finances, de commun accord avec le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, est autorisé à fixer :

1° Les prix de vente des alcools indigènes destinés à être consommés dans le pays ou qui doivent y servir pour d'autres usages ;

Tekst van de ontwerpen der Regering.

selijk op de binnenlandsche flegma's of alcohol waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen op het oogenblik van de inwerkingstelling dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister is van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

ART. 7

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Geene hoeveelheid flegma's of alcohol mag uit de stokerijen, distilleerderijen of openbare stapelhuizen worden uitgeslagen, dan krachtens eene toelating van den Minister van Financiën.

ART. 10

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Alle overtreding van artikel 7 wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der verschuldigde rechten en taxes, onverminderd verbeurdverklaring van de flegma's en den alcohol en van de vervoermiddelen.

ART. 8

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

De Minister van Financiën, in gemeen overleg met den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, is gemachtigd vast te stellen :

1° De verkoopprijzen van binnenlandschen alcohol bestemd tot verbruik in het Rijk, of die er tot andere doeleinden moet worden gebezigd ;

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.*

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

(Supprimé.)

(Supprimé.)

(Supprimé.)

toepasselijk op de binnenlandsche flegma's of alcohol, waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen bij het in werking treden dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister van Financiën is gemachtigd, de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

(Te doen wegvallen.)

(Te doen wegvallen.)

(Te doen wegvallen.)

Texte des projets du Gouvernement.

Tekst van de ontwerpen der Regeering.

2° La quotité de ces prix revenant aux distillateurs.

La différence existant éventuellement entre les prix de vente dont il est question au 1° ci-dessus et, d'autre part, la quotité réservée aux distillateurs et le montant des droits d'accise, est perçue au profit de l'État comme taxe de libération.

Les alcools destinés à l'exportation peuvent être soumis également à une taxe de libération à déterminer par le Ministre des Finances.

2° Het aandeel in deze prijzen, dat aan de stokers toekomt.

Het verschil dat bij voorkomend geval bestaat tusschen de verkoopprijzen waarvan sprake in 1° hierboven en anderdeels, het aan de stokers voorbehouden aandeel en het bedrag der accijsrechten, wordt ten voordeele van den Staat als vrijgevingstaxe geïnd.

De tot den uitvoer bestemde alcohol kan insgelijks worden onderworpen aan eene door den Minister van Financiën vast te stellen vrijgevingstaxe.

ART. 5

Du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et réglemens sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

ART 5

Van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Op de overtredingen voorzien bij deze wet worden van toepassing gemaakt de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de verantwoordelijkheid.

ART. 6

Du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contrainte, ainsi que les délégués du

ART. 6

Van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Al de ambtenaars en beambten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde gemeenteambtenaars en agenten, de gendarmen, de dwangbevel dragers, alsmede de afgevaardigden der Regeering

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

CHAPITRE III.

Dispositions générales. — Surveillance.
Pénalités. — Abrogations.

ART. 10.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, la responsabilité, *la complicité, la tentative de corruption, le droit de transiger, etc.*

ART. 11.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contrainte sont qualifiés à l'effet de

HOOFDSTUK III.

Algemeene bepalingen. — Toezicht. — Straffen. — Intrekking van wetsbepalingen.

ART. 10.

Op de overtredingen, voorzien bij deze wet, zijn mede van toepassing de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging, de aansprakelijkheid, *de medeplichtigheid, de poging tot omkoopning, het recht van dading, enz.*

ART. 11.

Al de ambtenaren en beambten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde ambtenaren en agenten der gemeenten, de gendarmen, de dwangbevel dragers zijn bevoegd om al de

Texte des projets du Gouvernement.

Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

ART. 7

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 6 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

ART. 9

du projet modifiant le régime de l'alcool.

En cas de découverte d'une distillerie clandestine, sont considérés comme complices et passibles des peines édictées par les articles 123, 124, 125 et 129 de la loi du 15 avril 1896, tous ceux qui, sciemment, ont participé au délit d'une manière quelconque, l'ont facilité ou y ont eu intérêt soit, notamment, en livrant ou en appropriant des appareils pouvant servir à la fraude, soit

Tekst van de ontwerpen der Regering.

of der gemeentebesturen voor het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren, zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 7

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij aan de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de onder artikel 6 vermelde agenten zonder bijstand laten binnentreden in al de gedeelten van zijne inrichting, met inbegrip van de aanhoorigheden waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden der andere gedeelten van de inrichting, alsmede van de belendende woning is afhankelijk van de toelating des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendiën is de slijter gehouden desgevallende monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

ART. 9

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Ingeval van ontdekking eener geheime stokerij, worden beschouwd als medeplichtigen en zijn strafbaar met de straffen bepaald bij artikelen 123, 124, 125 en 129 der wet van 15 April 1896, al degenen die met voorweten op eenigerlei wijze deel hebben genomen aan het vergrijp, het hebben vergemakkelijkt, of belang er bij hebben gehad, het zij namelijk door het leveren of

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

rechercher et constater seuls toutes les infractions *aux articles 1 et 2* de la présente loi.

overtredingen *van de artikelen 1 en 2* dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 12.

ART. 12.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 11 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

ART. 13.

En cas de découverte d'une distillerie clandestine, sont considérés comme complices et passibles des peines édictées par les articles 123, 124, 125 et 129 de la loi du 15 avril 1896, tous ceux qui, sciemment, ont participé au délit d'une manière quelconque, l'ont facilité ou y ont eu intérêt soit, notamment, en livrant ou en appropriant des appareils pouvant servir à la fraude,

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij voor de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de in artikel 11 vermelde agenten, zonder bijstand, laten binnentreden in al de gedeelten zijner inrichting met inbegrip van de aanhoorigheden, waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden van de overige gedeelten der inrichting, alsmede van de belendende woning wordt afhankelijk gesteld van de machtiging des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendien is de slijter gehouden, bij voorkomend geval, monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

ART. 13.

Bij ontdekking eener geheime stokerij wordt als medeplichtige beschouwd en is strafbaar met de straffen bepaald bij de artikelen 123, 124, 125 en 129 der wet van 15 April 1896, alwie, met voorweten, op eenigerlei wijze deel heeft genomen aan het wanbedrijf, het heeft vergemakkelijkt of er belang bij heeft gehad, hetzij, namelijk, door het leveren of het geschiktmaken der toestellen die

Texte des projets du Gouvernement.

en livrant les matières premières ou la levure, soit en se chargeant de la vente ou de la cession des flegmes et alcools. Il en est de même de tous ceux qui ont acheté ces produits dans des conditions ou à des prix tels qu'ils devaient présumer leur provenance illicite.

ART. 8

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

§ 1^{er}. — Sont punis d'une amende de 500 à 5,000 francs :

a) Chaque infraction aux articles 1, 2 ou 4; les boissons spiritueuses détenuës en contravention à l'article 2, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants;

b) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 7 et généralement tout acte du débitant, de son gérant ou de son préposé, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions; le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 50 à 500 francs.

Dans les cas prévus au présent paragraphe, la fermeture du débit ou l'interdiction de vendre des boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement, peut en outre être prononcée.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

het geschikt maken der toestellen die tot bedrog kunnen worden aangewend, het zij door het leveren der grondstoffen of der gist, het zij door zich te belasten met den verkoop of den afstand van de flegma's en den alcohol. Dit geldt eveneens voor al degenen die deze produkten hebben aangekocht in voorwaarden of tegen prijzen van zulken aard, dat zij den ongeoorloofden oorsprong daarvan moesten vermoeden.

ART. 8

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

§ 1. — Worden gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank :

a) Elke overtreding van artikelen 1, 2 of 4; de sterke dranken voorhanden in overtreding van artikel 2 worden in beslag genomen en verbeurd verklaard, zelfs dan wanneer zij geen eigendom der overtreders zijn;

b) Alle weigering van vrijen toegang of ander feit strekkende tot het beletten of belemmeren der bezoeken voorzien bij artikel 7, en over 't algemeen elke daad van den slijter, van zijnen zaakvoerder of van zijnen aangestelde, strekkende het opsporen of het vaststellen der overtredingen te beletten of te belemmeren; hetzelfde feit vastgesteld ten laste van eenen derde is strafbaar met eene boete van 50 tot 500 frank.

Bovendien kan worden uitgesproken, in de bij deze paragraaf voorziene gevallen, de sluiting der slijterij of het verbod van sterke dranken te verkoopen tot verbruik buiten de inrichting.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

soit en livrant les matières premières ou la levure, soit en se chargeant de la vente ou de la cession des flegmes et alcools. Il en est de même de tous ceux qui ont acheté ces produits dans des conditions ou à des prix tels qu'ils devaient présumer leur provenance illicite.

tot bedrog kunnen worden aangewend, hetzij door het leveren der grondstoffen of der gist, hetzij door zich te belasten met den verkoop of den afstand van de flegma's en den alcohol. Dit geldt eveneens voor alwie deze producten heeft aangekocht onder zoodanige voorwaarden of tegen zoodanige prijzen, dat zij de ongeoorloofde herkomst daarvan moesten vermoeden.

ART. 14.

ART. 14.

§ 1^{er}. — Sont punis d'une amende de 500 à 5,000 francs :

§ 1. Worden gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank :

a) Chaque infraction aux articles 1 ou 2.

a) Elke overtreding van de artikelen 1 of 2.

Les boissons spiritueuses détenues en contravention à l'article 2, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants.

De sterke dranken, voorhanden zijnde in overtreding van artikel 2, worden in beslag genomen en verbeurdverklaard, zelfs dan wanneer zij niet het eigendom van de overtreders zijn.

b) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 12 et généralement tout acte du débitant, de son gérant ou de son préposé, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions. Le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 50 à 500 francs.

b) Elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om den toegang, voorzien bij artikel 12, te verhinderen of te belemmeren en, over 't algemeen, elke handeling van den slijter, van zijnen zaakvoerder of van zijnen aangestelde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren. Hetzelfde feit vastgesteld ten laste van een derde is strafbaar met eene boete van 50 tot 500 frank.

Dans les cas prévus au présent paragraphe la fermeture du débit ou l'interdiction de vendre des boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement, peut en outre être prononcée.

Bovendien kan, in de bij deze paragraaf voorziene gevallen, de sluiting der slijterij of het verbod, sterke dranken te verkoopen tot verbruik buiten de inrichting, uitgesproken worden.

Texte des projets du Gouvernement.

§ 2. — A défaut de paiement de l'amende encourue, celle-ci est remplacée par un emprisonnement d'un à six mois.

§ 3. — En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés. Celui-ci est réduit de trois jours à un mois pour les tiers visés au littéra *b*, *in fine*, du § 1^{er}.

§ 4. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 9

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 10

du projet tendant à combattre l'alcoolisme, et

ART. 11

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle, ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 13

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Est abrogé l'article 2 de la loi du 5 septembre 1913.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

§ 2. — Bij niet betaling van de verbeurde boete wordt deze door eene gevangenisstraf van een tot zes maanden vervangen.

§ 3. — In geval van herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf verdubbeld. Deze wordt verminderd van drie dagen tot een maand voor de in littera *b*, *in fine* van § 1 bedoelde derden.

§ 4. — Artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij het tegenwoordig artikel voorziene overtredingen.

ART. 9

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Ingeval van herhaald vergrijp mag de Minister van Financiën geene dading treffen omtrent de straffen beloopende wegens overtreding dezer wet.

ART. 10

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme, en

ART. 11

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888, betreffende voorwaardelijke veroordeeling, zijn niet van toepassing op de bij deze wet voorziene straffen.

ART. 13

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Wordt afgeschaft artikel 2 der wet van 5 September 1913.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

§ 2. — A défaut de paiement de l'amende encourue, celle-ci est remplacée par un emprisonnement d'un à six mois.

§ 3. — En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés. Celui-ci est réduit de trois jours à un mois pour les tiers visés au littéra *b*, in fine, du § 1^{er}.

§ 4. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 15.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues par application de l'article précédent.

ART. 16.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

CHAPITRE IV.

Abrogations. Mise en vigueur de la loi.

ART. 17.

Sont abrogés :

1° Les articles 1 et 2 de la loi du 5 septembre 1913 ;

§ 2. — Bij niet-betaling van de uitgesproken boete wordt deze vervangen door eene gevangenisstraf van een tot zes maanden.

§ 3. — Bij herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht. Deze wordt verminderd van drie dagen tot één maand voor de in littera *b*, in fine, van § 1 bedoelde derden.

§ 4. — De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij dit artikel voorziene overtredingen.

ART. 15.

In geval van herhaling kan de Minister geen dading aangaan over de straffen, bij toepassing van het vorig artikel uitgesproken.

ART. 16.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 op de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de straffen, bij deze wet voorzien.

HOOFDSTUK IV.

Intrekking van wetsbepalingen.
Inwerkingtreding der wet.

ART. 17.

Worden ingetrokken :

1° De artikelen 1 en 2 der wet van 5 September 1913 ;

Texte des projets du Gouvernement.

ART. 11

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

L'arrêté-loi du 15 novembre 1908
est abrogé.

ART. 14

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication, sauf en ce qui concerne le premier alinéa de l'article 3, dont la disposition entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Tekst van de ontwerpen der Regeering.

ART. 11

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Het besluit-wet van 15 November
1918 wordt afgeschaft.

ART. 14

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Deze wet wordt daags na hare afkondiging verplichtend, uitgenomen wat betreft het eerste lid van artikel 3, waarvan de bepaling in werking zal treden op den door de Regeering te bepalen datum.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

2° L'arrêté-loi du 15 novembre 1918.

2° Het besluit-wet van 15 November 1918.

ART. 18.

ART. 18.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication, sauf en ce qui concerne le premier alinéa de l'article 5, dont la disposition entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Deze wet wordt verbindend daags na hare bekendmaking, behalve wat betreft het eerste lid van artikel 5, waarvan de bepaling in werking treden zal op den datum, door de Regeering te bepalen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 AUGUSTUS 1919.

Wetsontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol ⁽¹⁾.
Wetsontwerp tot bestrijding van het alcoholisme ⁽²⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELINGEN UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER MECHELYNCK.

MIJNE HEEREN,

1. — De regeling van den alcohol is thans vastgesteld in België door een besluit-wet van 15 November 1918 ⁽³⁾. Dat besluit-wet verbiedt het vervaardigen, het invoeren, het vervoeren, het aankopen om te verkoopen, het te koop stellen, het verkoopen en het slijten van den alcohol en van alle alcoholhoudende vloeistoffen.

Volgens het verslag aan den Koning, dat aan het besluit-wet voorafgaat, « zou de Regeering, bekommerd om de verwoestingen vóór den oorlog » door het alcoholisme aangericht, gemeend hebben te kort te komen aan » de eerste plichten harer opdracht, zoo op een oogenblik waarvan de » weerga niet meer zal te vinden zijn en waarop de verbodsmatregelen » en, in het bezette België, de verbodsprijzen voor brandewijn, het ver- » bruik van sterke dranken onder het volk feitelijk hebben afgeschaft, zij » die eenige gelegenheid liet voorbijgaan om de taak van de Wetgevende » Macht na den oorlog te vergemakkelijken door het voordeel van een ver- » worven toestand aan het verbodstelsel toe te kennen ».

Het was een vrijwarende maatregel; naar de meening der stellers van het besluit-wet, moesten andere vraagstukken zich voordoen voor het invoer-

(1) Wetsontwerp, nr 112.

De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren FIEULLIEN, OOMS, MOYERSOEN, PEPIN, ELBERS en VANDEPERRE.

(2) Wetsontwerp, nr 113.

De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren FIEULLIEN, MABILLE, MOYERSOEN, PEPIN, TROCLET en VANDEPERRE.

(3) Zie bijlage I.

ren van eene vaste regeling, zooals het beperken van het getal drankslijterijen, het alcoholgebruik voor nijverheidsdoeleinden, het inrichten van het monopolie, het verschaffen van vergoedende inkomsten, het mogelijk toekennen van schadevergoedingen.

2. — De Regeering stelt aan de Kamer voor, het besluit-wet in te trekken; zij onderwerpt haar tevens verscheidene maatregelen, behorende tot twee wetsontwerpen.

Het eerste « tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol » (stuk n^o 112) verdubbelt de invoerrechten op den alcohol en op de alcoholhoudende producten, de accijnsrechten op inlandschen brandewijn en de bijzondere heffing op elken alcohol voor het verbruik geleverd, voert eene voorloopige taxe in, « vrijgevingstaxe » genaamd, en behelst beteugelingsmaatregelen tegen de geheime stokerijen.

Het tweede ontwerp — tot bestrijding van het alcoholisme (stuk n^o 113) — verbiedt het verbruik, den verkoop en het slijten van sterke dranken te verbruiken ter plaatse van verkoop in alle vóór het publiek toegankelijke lokalen; het laat het verkoopen en aanbieden van sterke dranken, buiten hunne inrichting te verbruiken, slechts toe bij andere handelaars dan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, en mits de verkoop ten minste twee liter bedraagt.

Door een tweede reeks bepalingen verbiedt het ontwerp het openen van nieuwe slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken.

Daarenboven werd aan de Kamer voorgelegd een voorstel van « alcohol-wet », ingediend door Kamerleden (stuk n^o 70); volgens dit wetsvoorstel zou de niet gedenatureerde alcohol slechts mogen geleverd worden aan het Staatsbestuur, dat alleen gemachtigd zou zijn hem te vervoeren; het zou den verkoop daarvan regelen, den prijs bepalen en dezen ten bate van den Staat innen.

3. — De drie ontwerpen werden naar de Afdeelingen verwezen; zij gaven er slechts tot korte opmerkingen aanleiding. Een lid wees op de quaestie van het monopolie van den Staat; een ander vroeg nadere inlichtingen betreffende de grondslagen, volgens welke de Regeering de vrijgevingstaxe zou bepalen; in eene derde Afdeeling werd voorgesteld, het getal slijterijen voor elke gemeente te beperken naar het getal inwoners en eenige bepalingen der wet op het vergunningsrecht opnieuw in te voeren.

Ziehier den uitslag der stemming in de Afdeelingen :

Ontwerp n^o 112, tot wijziging van de fiscaal regeling van den alcohol :

1^e Afdeeling : 4 ja, 2 neen, 1 onthouding ;

2^e Afdeeling : 5 ja, 2 onthoudingen ;

3^e Afdeeling : 8 ja ;

4^e Afdeeling : 11 ja, 1 onthouding ;

5^e Afdeeling : 9 ja, 1 onthouding ;

6^e Afdeeling : verwijzing van het ontwerp naar de Middenafdeeling.

Wetsontwerp n° 113; tot bestrijding van het alcoholisme :

- 1° Afdeeling : 3 ja, 2 neen, 3 onthoudingen ;
- 2° Afdeeling : 4 ja, 1 neen, 7 onthoudingen ;
- 3° Afdeeling : 9 ja, 1 onthouding ;
- 4° Afdeeling : 6 ja, 7 neen ;
- 5° Afdeeling : 7 ja, 5 onthoudingen ;
- 6° Afdeeling : verwijzing van het ontwerp naar de Middenafdeeling.

Voorstel van alcoholwet, n° 70 :

- 1° Afdeeling : verwijzing naar de Middenafdeeling ;
- 2° Afdeeling : 1 ja, 10 onthoudingen, samenvoeging bij het ontwerp n° 113 ;
- 3° Afdeeling : 6 neen, 5 onthoudingen ;
- 4° Afdeeling : onthouding van alle leden ;
- 5° Afdeeling : verwijzing naar de Middenafdeeling die het ontwerp n° 113 in behandeling heeft ;
- 6° Afdeeling : 8 ja.

4. — Al de Afdeelingen stelden niet een zelfden verslaggever aan voor de drie ontwerpen.

Er werden dus drie Middenafdeelingen samengesteld.

Ter vergadering van 16 April werd aan de Kamer voorgesteld, ze te vereenigen in eene Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek der drie ontwerpen. Het voorstel werd niet aangenomen, doch er werd verstaan dat de Afdeelingen mochten te zamen vergaderen voor een algemeene behandeling ; het geldt immers als regel, dat de wijze van werken afhangt van de Afdeelingen zelf en dat de Kamer er niet in tusschenkomt ⁽¹⁾.

5. — De Afdeelingen beraadslaagden te zamen ; zij erkenden dat het noodzakelijk was, de bepalingen betreffende den alcohol en die tot intrekking van het besluit-wet van 15 November 1918 in eene zelfde wet te vereenigen ; aldus zal de nieuwe regeling van kracht worden op het oogenblik zelf dat de verbodsbepalingen van het besluit-wet, waaraan het land thans is onderworpen, zullen vervallen.

Deze beslissing had ten gevolge, het wetsontwerp tot bestrijding van het alcoholisme (n° 113) te splitsen ; de bepalingen betreffende de slijterijen van gegiste dranken vormen een geheel, waarover een verslag ter vergadering van 9 Juli werd voorgelegd (n° 224) ; die betreffende den handel in en het slijten van sterke dranken (ontwerp n° 113) werden gevoegd bij die

(1) Vergadering an 10 April 1919; *Ann.*, bl. 840-841.

betreffende de fiscale regeling van den alcohol (ontwerp 112) en zijn met deze het voorwerp van het onderhavig nieuw verslag aan de Komer.

6. — De wetten, die de regeling van den alcohol vaststellen, nemen eene gewichtige plaats in onder 's lands wetten, zoowel in financieel als in sociaal opzicht.

De tolrechten, de accijnsrechten en de heffingen op brandewijn waren voor meer dan 59 millioen frank uitgetrokken op de Begrooting van 's Lands Middelen in 1914 en leverden meer dan 17 millioen frank aan het gemeentefonds en aan het bijzonder fonds der gemeenten.

De wetten, zelfs de fiscale wetten, oefenen een rechtstreekschen invloed uit bij de bestrijding van het alcoholisme. De heer de Wouters d'Oplinter leverde daarover eene sterk gestaafde studie in zijn verslag over de Begrooting van 's Lands Middelen in 1914 ⁽¹⁾. Het schijnt bewezen dat de wetten van 1912, krachtens welke de aanslag voor de tolrechten en de accijnsrechten op brandewijn werd verhoogd en die het vergunningsrecht hebben vervangen door eene openingstaxe, het verbruik van den drink-alcohol ⁽²⁾ en het getal dranksluiterijen ⁽³⁾ merkelyk deden verminderen.

De bestrijding van het alcoholisme stond op het voorplan bij de beraadslagingen der Middenafdeelingen.

Het slijten van alcoholhoudende dranken.

7. — De verkoop van alcohol is thans, krachtens het besluit-wet van 15 November 1918, volstrekt verboden.

Het ontwerp van de Regeering handhaaft dat volstrekt verbod niet; het werd noch in de Afdeelingen, noch in de Middenafdeeling voorgesteld.

Het ontwerp beperkt het verbod tot den verkoop van sterke dranken, ter plaatse van verkoop te verbruiken (ontwerp n^o 113, art. 1, § 1); de verkoop door andere handelaars dan sluiters van ter plaatse van verkoop te verbruiken dranken wordt toegelaten, mits die verkoop ten minste twee liter bedraagt (art 1, § 2).

Tegen dat stelsel werden bezwaren aangevoerd in de Middenafdeeling. Sommige leden achten dat het den geheimen verkoop van vervalschte dranken, die thans onder het beheer van het besluit-wet zoo groot is en zulke slechte uitwerkselen heeft, niet zal doen afnemen. Het is te vreezen, zegde men ook, dat het verbod van den verkoop ter sluitery zal aanleiding geven tot de toeneming van het alcoholisme in de gezinnen. « Het zal niet meer het borreltje zijn, ter herberg gekocht en gedronken; de flesch alcohol zal deel uitmaken van de aankopen der huisvrouw en de alcohol zal gedronken worden eerst in het bijzijn van vrouw en kinderen en daarna met hen. »

(1) Zittingsjaar 1913-1914, stuk n^o 34, bl. 16.

(2) 6^{lit.} 40 per inwoner, in 1912; 5^{lit.} 52, in 1913.

(3) 219,405 sluiteryen in 1912; 209,229 in 1913.

Leden der Middenafdeeling stelden voor, den verkoop toe te laten in de slijterijen van ter plaatse te verbruiken dranken, mits men daartoe strenge vereischten stelt: vereischten van zedelijkheid bij den slijter, van gezonde lokalen, van toezicht op de hoedanigheid van de geschonken dranken, bijzondere heffing op de slijterijen, strengere toepassing van de wet op de dronkenschap in 't openbaar. Deze maatregelen, gepaard met den duren prijs van den alcohol, achten die leden doelmatiger tot bestrijding van het alcoholisme dan het volstrekt verbod sterke dranken ter herberg te drinken.

De meerderheid van de Middenafdeeling ⁽¹⁾ vereenigde zich met die beschouwingen niet; zij acht de afschaffing van den verkoop van alcohol in de drank-slijterijen onontbeerlijk, indien men eene ernstige vermindering van het drinken van alcohol wil bekomen.

Het ontwerp van de Regeering werd aangenomen met 4 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.

Fiscale regeling van den alcohol.

8. — De rechten op alcohol werden, sedert 25 jaar, in groote mate verhoogd door achtereenvolgende wetten.

De wet van 17 Juni 1896 verhoogt het recht van 64 frank op 100 frank; de wetten van 18 Februari 1903 en van 5 September 1913 verhoogden het, de eerste, op 150 frank en, de tweede, op 200 frank.

Het verhoogen van de rechten schijnt aanleiding te hebben gegeven tot eene vermindering van het verbruik, zonder nochtans de opbrengst der rechten te hebben verminderd.

De accijnsrechten brachten op in 1911, 1912 en 1913, onderscheidenlijk 59,543,000 frank, 67,190,000 frank en 77,620,000 frank ⁽²⁾.

Anderzijds bedroeg het verbruik van drinkalcohol 8^{lit}.45 per inwoner in 1902; het vermindert tot 5^{lit}.37 in 1903, stijgt opnieuw tot 6^{lit}.40 in 1912 en vermindert tot 5^{lit}.52 in 1913 en zelfs tot 3^{lit}.38 in 1914.

Echter waren, in de laatste maanden van 1914, de oorlogsgebeurtenissen van invloed en men kan op dit laatste cijfer niet steunen om daaruit met eenige zekerheid af te leiden dat het verhoogen van het accijnsrecht een bepaalden invloed had op het verbruiken van alcohol.

De Memorie van Toelichting wijst er op, dat wegens de hooge prijzen van den alcohol tijdens den oorlog het verbruik nog meer afnam.

De alcohol-centrale verkocht den alcohol tegen 28 frank den liter van 100 graden, met inbegrip der rechten; in het Etappengebied werd de alcohol van 50 graden tegen 18 frank den liter verkocht aan den slijter, die hem op zijne beurt aan de klanten verkocht met 15 frank winst per liter.

Het verbruik, vastgesteld door het Bestuur van Financiën, bedroeg onder dit stelsel nog slechts 3 liter per hoofd in 1915 en 2^{lit}.20 in 1916.

⁽¹⁾ Middenafdeeling voor het ontwerp n° 113.

⁽²⁾ Zie de tabel, Bijlage, II.

9. — De Regeering stelt voor, zoowel de invoerrechten op alcohol en op de alcoholhoudende producten als de accijnsrechten op inlandschen brandewijn en de bijzondere taxe op den alcohol, voor het verbruik geleverd, te verdubbelen (ontwerp n^o 113, art. 1 tot 5).

De Middenafdeeling ⁽¹⁾ achtte deze verhooging ontoereikend; daar de werkloonen meer dan verdubbeld zijn, zou eene verhooging van 100 % der rechten, volgens haar, het alcoholverbruik niet doelmatig genoeg bestrijden; om dit merklijk te doen verminderen, moet men, volgens haar, van den alcohol een weildedrank maken. De Middenafdeeling stelt daartoe voor, de rechten, door het ontwerp der Regeering bepaald, te verdubbelen en dus de bestaande rechten op een viermaal hooger bedrag vast te stellen.

Sommige leden der Middenafdeeling vonden deze verhooging overdreven: Volgens hen zal zij het beoogde doel niet bereiken, want het geheim stoken, aangespoord door de overgrootte winsten, welke onder zoodanig stelsel kunnen gemaakt worden, zal meer dan ooit toenemen; de rechten op den alcohol zullen aan den Staat de gewone inkomsten dier belasting niet meer verschaffen; tevens zal het verbruik niet verminderen. Die leden deden ook nog opmerken dat het verhoogen der tolrechten, in gelijke mate als het verhoogen der accijnsrechten, de bescherming verleend aan de inlandsche voortbrengselen nog versterkt en de loopende onderhandelingen tot het sluiten van handelsverdragen met vreemde landen storen kan.

De verhooging der rechten tot viermaal het bedrag van de bestaande rechten werd aangenomen met 4 stemmen tegen 3.

Vrijgevingstaxe.

De artikelen 7, 8 en 9 van het ontwerp van wet op de fiscale regeling van den alcohol verleenen aan de Regeering het recht om den verkoopprijs van den alcohol te bepalen en daarvan twee deelen te maken, het eerste toekomende aan de stokers en het tweede aan den Staat; dit laatste gedeelte zou geëind worden bij wijze van vrijgevingstaxe op den alcohol, voor het verbruik afgeleverd.

In die artikelen zijn overgenomen de maatregelen ingevoerd bij koninklijk besluit van 31 Januari 1919 en bij ministerieel besluit van 28 Januari, achtereenvolgens gewijzigd door de ministerieele besluiten van 20 Maart, 2 April en 19 Juli 1919.

Volgens de Memorie van Toelichting zouden de bepalingen der artikelen 7, 8 en 9 gelden als een overgangsstelsel en de ophrengst van de te heffen taxe zou bestemd zijn om vergoedingen te verleenen aan sommige stokers die tijdens de bezetting hebben gewerkt en den alcohol, dien zij in magazijn hadden op het oogenblik dat het besluit-wet het verbod van den verkoop ervan invoerde, niet konden verkoopen tegen de hooge prijzen van dit tijdstip.

(1) De Middenafdeeling voor het wetsontwerp n^o 112.

De tekst der voorgestelde artikelen strookt niet met de Memorie van Toelichting; hij behelst geen overgangsbepaling; hij machtigt de Regeering niet om over het bedrag der taxe te beschikken; bijgevolg zou deze, na de inning, in Staatskas blijven, want het Bestuur heeft het recht niet, bij gebrek aan eene uitdrukkelijke machtiging door eene wet verleend, over 's Lands gelden te beschikken ten bate van sommige private belanghebbenden. Het doel, dat de Regeering beoogde door het voorstellen van de artikelen 7, 8 en 9, zal niet bereikt worden door den tekst van het wetsontwerp.

De Middenafdeeling, die in de beschouwingen, uiteengezet door de Regeering, niet de rechtvaardiging vond van het vergoedingstelsel in de Toelichting geschetst, acht het niet noodig, aan de Kamer een tekst voor te leggen, die aan de Regeering zou toelaten het tot stand te brengen.

Het voorgoed invoeren van de vrijgevingstaxe zou verder op erge moeilijkheden stuiten. Dertien stokerijen werkten op 30 Juni 1919; negen daarvan bereidden uitsluitend gist, en de vier overige gist en alcohol. Het klein getal belanghebbenden en de nagenoeg gelijke voorwaarden, waarin allen verkeerden, maakten het mogelijk, een kostenden prijs te bepalen. Zal dit nog mogelijk zijn, wanneer de intrekking van het besluit-wet al de stokerijen zal toelaten, opnieuw te werken? Vóór den oorlog waren er 23 landbouwstokerijen en 74 nijverheidsstokerijen, waaronder 15 gistfabrieken, 6 stroopstokerijen en 53 andere. De door het bestuur bepaalde kostende prijs is een gemiddelde prijs; zelfs indien men het indeelen van de stokerijen in klassen toelaat en voor elke klasse een afzonderlijken kostenden prijs bepaalt, zal deze prijs aanleiding geven, voor de eene, tot verlies en aan de andere aanzienlijke winsten verzekeren. Mag eene wet zoodanigen uitslag huldigen?

Deze verschillende beschouwingen hebben de Middenafdeeling ertoe gebracht, aan de Kamer voor te stellen de artikelen 7, 8 en 9 van het ontwerp te doen wegvallen.

Monopolie om alcohol te vervaardigen.

Concessiehoudende Maatschappij.

Door twee harer leden werd aan de Middenafdeeling een wetsvoorstel voorgelegd, ten doel hebbende de Regeering te machtigen het uitsluitend recht om alcohol te vervaardigen en te overhalen aan eene pachtende maatschappij in concessie te geven.

Deze maatschappij zou bestaan uit de groep stokers, wier stokerij in werking was in 1913-1914.

In 1901 werd aan de Kamer een zoodanig wetsvoorstel voorgelegd ⁽¹⁾; daarover werd geen verslag uitgebracht.

(1) Dat wetsvoorstel was ondergeteekend door de heeren Em. Tibbaut, Carton de Wiart, Maenhaut, de Ponthière, Mabille en Cousot; de heer Tibbaut ondertekende de toelichting ervan.

Zittingsjaar 1900-1901 (*Stukk. der Kamer*, bl. 593; stuk n^o 192).

Zij, die het huidig voorstel aan de Middenafdeeling voorlegden, stelden het voor als een gevolg van de verhooging der rechten op den alcohol.

De verhouding tusschen den kostenden prijs en het recht kan bepaald worden als volgt :

Vóór 1903	1 tot 5	recht	100 frank.
Wet van 1903	1 tot 7 $\frac{1}{2}$	id.	150 id.
Wet van 1913	1 tot 10	id.	200 id.
Ontwerp van de Regeering	1 tot 20	id.	400 id.
Ontwerp van de Middenafdeeling	1 tot 40	id.	800 id.

De stoker moet een borgtocht storten tot zekerheid van de betaling der rechten op den alcohol; het vervaardigen van eene gelijke hoeveelheid alcohol vergt, ten gevolge van de verhooging der rechten, een steeds grooter geldvermogen.

Naar aanleiding van de wet van 1913 verminderde ⁽¹⁾ het getal stokerijen van 114 in 1913 tot 97 in 1914, en verscheidene dezer laatste verkeerden in een hoogst moeilijken toestand.

Worden de rechten verhoogd tot het bedrag voorgesteld door de Regeering, en nog meer indien de verhooging, door de Middenafdeeling aangenomen, door de Kamer wordt goedgekeurd, dan zal het vervaardigen van alcohol ras het monopolie van eenige schatrijke stokers worden.

De Middenafdeeling achtte dat het wetsvoorstel, uit hoofde van deze beschouwingen, in verband stond met het wetsontwerp dat haar voorgelegd was; zij heeft het dan ook in behandeling genomen. De indieners van het voorstel vroegen om hunne opmerkingen samen te vatten in eene nota, welke bij dit verslag zou worden gevoegd als minderheidsnota.

Leden der Middenafdeeling, ofschoon zij het beginsel van het Staatsmonopolie aannemen, voerden tegen het ontwerp van concessiehoudende maatschappij aan, dat het vooral private belangen in aanmerking nam; het voorstel zal, volgens hen, sommige stokers, die in een moeilijken toestand verkeerden, van den ondergang redden; de overneming van hunne inrichtingen zal een last zijn voor de concessiehoudende maatschappij en zal ten gevolge hebben, een hoogen prijs te behouden voor den alcohol, aan de nijverheid te leveren. Het in concessie geven van een monopolie aan eene maatschappij, onder die omstandigheden opgericht, zal aan den Staat de voordeelen niet opleveren, welke het invoeren van het monopolie ten doel heeft hem te verzekeren.

Daarenboven zal de oprichting eener maatschappij stuiten op practische bezwaren ten gevolge van het verschil van opvattingen en belangen onder de stokers, die de maatschappij zou moeten vereenigen.

Het beginsel van Staatsmonopolie, beperkt tot het vervaardigen en het

(1) Zie bijlage II.

overhalen van den inlandschen brandewijn, werd in de Middenafdeeling aangenomen met 5 stemmen tegen 2.

Het uitoefenen van dit monopolie door eene concessiehoudende maatschappij werd afgewezen met 3 stemmen tegen 3; een lid onthield zich.

Geen enkel ander voorstel tot regeling van het monopolie werd aan de Middenafdeeling voorgelegd; aan de aanneming van het beginsel werd dus geen gevolg gegeven in eenen tekst, aan de Kamer voorgelegd.

De Middenafdeelingen, belast met het onderzoek van de twee ontwerpen der Regeering, hebben, uit hoofde van de omstandigheden, waaronder zij te beraadslagen hadden, en van de verscheidene meerderheidstemmingen over de verschillende onderzochte vraagstukken, hunnen voorzitter gelast U den uitslag harer werkzaamheden in een enkel verslag mede te deelen.

De Voorzitter-Verslaggever,

A. MECHELYNCK.

MINDERHEIDSNOTA

De rechten op den alcohol moeten volstrekt verhoogd worden : het is een der beste wapens tegen het alcoholisme. Die verhooging bekommert echter in groote mate de stokers die niet zonder reden vreezen dat zij onvermijdelijk den ondergang van het meerendeel onder hen zal veroorzaken.

Door het stelsel van de borgtochten en van de betaling der accijnsrechten moesten zij reeds over ontzaglijke kapitalen beschikken onder het beheer van de bestaande wet die den accijns vaststelt. Met een regeling, welke dien accijns tot op 800 frank verhoogt, zal het overdreven kapitalen vergen.

Bekommerd om de gevolgen van die nieuwe regeling voor hen, hebben een aantal stokers zich vereenigd en met aandrang de oprichting van eene pachtende maatschappij gevraagd, waaraan de Staat het uitsluitend recht om alcohol te vervaardigen en te overhalen in concessie zou geven voor een bepaald getal jaren. Deze pachtende maatschappij zou samengesteld zijn uit de vereeniging van al de stokers die in 1913 en gedurende de eerste zeven maanden van 1914 werkten.

Tachtig stokers hebben hunne schriftelijke toetreding tot het beginsel der pachtende maatschappij aan de Middenafdeeling gestuurd. In 1913 vervaardigden zij 279,370 hectoliter.

Zes verklaarden er zich bepaald tegen : zij vervaardigden 424,206 hectoliter.

Een en twintig lieten hunne meening niet kennen : hunne stokerijen brachten enkel 20,211 hectoliter voort.

De kleine, de middelbare en eenige groote stokers traden tot het ontwerp toe : onder hen waren er acht gistbereiders.

De groep der tegenstanders bestaat uit groote stokers, alhoewel hunne onderscheidelijke voortbrenging veel verschilt. Allen bereiden gist.

Wij hebben in enkele artikelen een wetsvoorstel ⁽¹⁾ opgesteld, dat, naar wij meenen, geschikt is om aan den wensch van het meerendeel der stokers gevolg te geven zonder de billijke rechten van de groep der tegenstanders te krenken. Dat voorstel gaat uit van eene studie, in 1914 uitgegeven door den heer Waterkeyn die met dat werk werd belast door de Algemeene Maatschappij der Belgische Stokers.

(1) Zie dat voorstel in Bijlage III.

Met 4 stemmen tegen 3 heeft de Middenafdeeling dit wetsvoorstel verworpen. Niettemin besloten wij het beginsel ervan aan de Kamer te onderwerpen, ons voorbehoudende bij de behandeling van het wetsontwerp op den alcohol de redenen te doen gelden, die pleiten voor de oprichting van eene maatschappij welke de alcoholvervaardiging in pacht zou nemen, en de daartegen aangevoerde bezwaren te weerleggen.

BIJLAGE I

- BESLUIT-WET VAN 15 NOVEMBER 1918 (1).

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien artikel 26 van de Grondwet waarbij de uitoefening van de wetgevende macht opgedragen wordt aan den Koning, aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan den Senaat ;

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers te vereenigen ;

Op voorstel van Onze Ministers van Financiën, van Binnenlandsche Zaken, van Justitie, van Oorlog en van Burgerlijke en Militaire Intendantie ;

Naar eensluidend advies van Onze tot Raad vergaderde Ministers,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de bij artikel 2 voorziene uitzonderingen, zijn verboden het vervaardigen, het invoeren, het vervoeren, het aankopen voor den verkoop, het uitstellen voor den verkoop, de verkoop, het slijten :

1° Van gestookten alcohol en van alle vloeistoffen die er bevatten, behalve dat een gehalte van ten hoogste 2 % gestookten alcohol aan 50° voor de wijnen toegelaten is ;

2° Van likeurwijnen, gearomatiseerde en andere wijnen met een alcoholgehalte boven de 15° ;

3° Van door middel van droge vruchten vervaardigde vloeistoffen, met een alcoholgehalte boven de 15° ;

4° Van bieren, appelwijnen en andere dergelijke vloeistoffen met een alcoholgehalte boven de 8°.

Is ingelijks verboden het aanbieden, kosteloos, van die vloeistoffen door de bij artikel 4 bedoelde personen, zelfs in de lokalen die deel uitmaken van hunne private woning.

(1) Woordelijk overgenomen uit de verzameling der wetten en besluiten (1918, bl. 895 en volg.), uitgegeven te Le Havre.

ART. 2.

De verbodsbepalingen betreffende de in voorgaand artikel opgesomde producten zijn niet toepasselijk wanneer deze producten bestemd zijn :

- 1° Tot geneeskundige, veeartsenijkundige, pharmaceutische of drogisterij-gebruiken ;
- 2° Tot wetenschappelijke gebruiken ;
- 3° Tot nijverheidsgebruiken ;
- 4° Tot den uitvoer ;
- 5° Tot den doorvoer.

Bij koninklijk besluit zal bepaald worden aan welke voorwaarden deze uitzonderingen onderworpen zijn.

ART. 3.

Tijdens den duur van den oorlog, kunnen, voor gansch het grondgebied of voor een gedeelte er van, de bij artikel 1 uitgesproken verbodsbepalingen door een koninklijk besluit, onder dezelfde bekrachtigingen, ook toepasselijk gemaakt worden op de bieren, appelwijnen en andere dergelijke dranken met een alcoholgehalte boven 5°.

Het openen van nieuwe koffiehuisen, herbergen en andere slijterijen van gegiste dranken, zal er evenzoo door kunnen verboden worden.

ART. 4.

De voortbrengers van handelaars en slijters in alcohol, vloeistoffen die gestookten alcohol bevatten, wijnen, bieren en andere gegiste vloeistoffen, welke, te rekenen met het in het werking treden van deze besluit-wet, bij artikel 1 bedoelde vloeistoffen in bezit zouden hebben, zijn er toe verplicht, behalve rechtmatige verhindering, ze binnen de vijftien dagen aan te geven aan den burgemeester van hunne verblijfplaats of aan dengene die het ambt er van waarneemt.

Dezelfde verplichting is opgelegd aan allen persoon die voor rekening van die voortbrengers, handelaars en slijters van die vloeistoffen, in zijn bezit heeft.

Die aangifte zal aanduiden :

- 1° De namen en adressen van de houders en eigenaars ;
- 2° Den aard en de hoeveelheid van de vloeistoffen, die men in bezit heeft ;
- 3° De plaats waar zij bewaard worden.

ART. 5.

Alwie, in overtreding met deze besluit-wet, bij artikel 1 bedoelde vloeistoffen vervaardigt, invoert, vervoert, te koop uitstelt, verkoopt of slijt, of koopt om ze te verkoopen, of in overtreding komt met artikel 4 van deze besluit-wet, wordt gestraft met gevangenzitting van acht dagen tot zes maand en met geldboete van 100 frank tot 5,000 frank, of enkel met eene dezer straffen.

Die straffen kunnen verdubbeld worden, zoo de schuldige, sedert minder dan twee jaren, wegens ééne dier inbreuken reeds veroordeeld werd.

ART. 6.

Alwie, in overtreding met deze besluit-wet, bij artikel 1 bedoelde vloeistoffen kosteloos heeft aangeboden, in de door dit artikel voorziene omstandigheden, wordt gestraft met gevangenzitting van acht dagen tot vijftien dagen en geldboete van 26 frank tot 50 frank of enkel met een dezer straffen.

Die straffen kunnen verdubbeld worden, zoo de schuldige, sedert minder dan één jaar, wegens ééne dier inbreuken reeds veroordeeld werd.

ART. 7.

In geval van overtreding van de bepalingen van artikel 1 dezer besluit-wet, beveelt de rechtbank de verbeurdverklaring der vloeistoffen; in geval van overtreding van de bepalingen van artikel 4, mag zij er het bevel toe geven.

Zij mag de aanplakking van het vonnis bevelen in de plaatsen die zij zal aanduiden, alsmede de inlassching er van, geheel of per uittreksel, in de dagbladen die zij zal aanduiden, dit alles op de kosten van den veroordeelde.

Zij mag, daarenboven, ten laste van den veroordeelde het tijdelijk of definitief verbod uitspreken het beroep van herbergier of drankslijter uit te oefenen, op straffe van gevangenzitting van acht dagen tot drie maanden en van geldboete van 26 frank tot 500 frank voor iedere inbreuk op dit verbod.

ART. 8.

De door artikelen 5, 6 en 7 uitgevaardigde straffen worden toegepast onverminderd de door de fiscale wetten voorziene strafbepalingen.

ART. 9.

Artikelen 66, 67, 69, 2° lid, en 85 van het Strafwetboek, zijn toepasselijk op de door deze besluit-wet voorziene wanbedrijven.

ART. 10.

De officieren van gerechtelijke politie, de beëdigde beambten van de rechtstreeksche belastingen, van het tolwezen en van de accijnzen, de ambtenaren en beambten belast met het toezicht over de vervaardiging, den verkoop van en den handel in eetwaren, de veldwachters en de gendarmen zijn bevoegd om de inbreuken op deze besluit-wet vast te stellen. Binnen de 48 uren na de inbreuk, zullen de processen-verbaal, op straf van nietigheid, vóór den vrederechter of één onder diens plaatsvervangers, of vóór den burgemeester of een schepene, door de opstellers er van bevestigd worden.

Deze besluit-wet zal verplichtend zijn den dag zelf reeds harer bekendmaking.

Kondigen deze besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven in Ons Hoofdkwartier, den 18ⁿ November 1918.

ALBERT.

BIJLAGE II

Tabel der in 1911 bestaande stokerijen; de voortbrenging daarvan per jaar, van 1911 tot 1919; sommen, gedurende elk jaar van die tijdruimte gestort wegens rechten.

(Deze tabel, voorkomende op de volgende bladzijde, werd door de Regeering medegedeeld ten gevolge van eene vraag der Middenafdeeling).

SOORTEN VAN STOKERIJEN.		1911		1912		1913		1914		1915		1916		1917		1918		1919	
		Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.	Getal werkende fabrieken.	Hoeveelheid voortgebrachte brandewijn van 50°.
Nijverheids- stokerijen	van suikerstroop. . .	8	Hectol. 289,214	8	Hectol. 351,114	7	Hectol. 297,727	6	Hectol. 161,837	4	Hectol. 141,753	4	Hectol. 32,456	3	Hectol. 1,151	3	Hectol. 11,811	»	»
	gistfabrieken	16	287,306	16	308,274	16	314,400	15	228,919	11	111,835	13	102,779	12	85,688	11	85,153	13	27,722
	andere	67	142,230	67	154,851	67	104,330	53	43,921	32	5,823	30	30,447	24	10,647	15	5,326	1	91
	TE ZAMEN . . .	91	718,747	91	814,239	90	716,457	74	434,677	47	259,411	47	165,682	39	97,486	29	102,200	14	27,813
Landbouwstokerijen.		24	49,806	24	21,362	24	20,207	23	13,048	18	2,993	11	3,549	9	2,997	5	1,625	»	»
ALGEMEEN TOTAAL. . . .		115	738,643	115	835,601	114	736,664	97	447,725	65	262,404	58	169,231	48	99,883	34	103,915	14	27,813
Bedrag van de geheven accijnsrechten fr.		39	543,512	67	189,862	77	619,287	39	914,870	56	143,279	38	639,672	13	861,854	10	301,935	Niet vastgesteld.	

BIJLAGE III.

**Ontwerp van Maatschappij waaraan concessie wordt verleend
voor de alcoholbereiding. (Zie de Minderheidsnota.)**

EERSTE ARTIKEL.

Vanaf den datum, bij koninklijk besluit te bepalen, mag niemand alcohol bereiden noch rectificeeren zonder machtiging of concessie van Regeeringswege.

De invoer van in 't buitenland te bereiden alcohol blijft echter toegelaten mits betaling van de invoerrechten en vervulling van de formaliteiten, door de wet opgelegd.

ART. 2.

De Regeering wordt gemachtigd, het uitsluitend recht tot bereiding of rectificering van alcohol in concessie te geven, voor een termijn van ten hoogste vijftig jaar, aan eene pachtende maatschappij, op de hierna vermelde grondslagen opgericht.

Al de stokers in België, die het bedrijf van het stoken of van het rectificeeren in 1913-1914 hebben uitgeoefend, zijn gerechtigd om van bedoelde maatschappij deel uit te maken, mits zij eene verklaring tot toetreding overleggen binnen een bij koninklijk besluit te bepalen termijn en zich verbinden de bij artikel 13 voorziene inbrengsten te doen.

ART. 3.

De stokers of rectificeerders, die er van afzien gebruik te maken van het recht dat hun door het vorig artikel wordt voorbehouden, worden door de pachtende maatschappij onteigend.

Hetzelfde geldt voor de stokers die niet voldoen aan de gestelde vereischten om als lid van gezegde maatschappij aangenomen te worden.

ART. 4.

Alleen die pachtende maatschappij is gerechtigd om alcohol te bereiden of te rectificeeren.

ART. 5.

Aan private personen is het verboden, toestellen voorhanden te hebben, welke voor de bereiding of de rectificceering van alcohol kunnen dienen.

ART. 6.

Private personen hebben het recht, likeuren te bereiden onder voorbehoud van de verbodsbepalingen, bij de artikelen 3 en 4 voorzien.

Deze bereiding wordt afhankelijk gemaakt van bijzondere vereischten, bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 7.

Het aankopen, het verkoopen, het uitvoeren, het vervoeren en het voorhanden hebben van alcohol, in strijd met de vorige bepalingen bereid, zijn verboden.

ART. 8.

Bedoelde pachtende maatschappij is alleen gerechtigd om de broodgist of de bijproducten van den alcohol te vervaardigen.

Aan private personen is het toegelaten, deze stoffen aan te koopen, te verkoopen, in te voeren, uit te voeren, te vervoeren en voorhanden te hebben.

ART. 9.

De bij artikel 4 voorziene pachtende maatschappij moet aan de navolgende vereischten voldoen :

1° De statuten moeten naar de beginselen dezer wet opgemaakt worden ;

2° Voor het overige moeten zij overeenstemmen met de voorschriften der wetten op de vennootschappen, samengecordend bij koninklijk besluit van 22 Juli 1913, in zooverre daarvan niet dient te worden afgeweken wegens den bijzonderen aard der maatschappij ;

3° Zij moeten goedgekeurd worden door de Regeering, waaraan volmacht daartoe wordt gegeven.

Gezegde maatschappij wordt als naamlooze vennootschap opgericht.

ART. 10.

Alle andere verrichtingen dan de bereiding en de rectificceering van den alcohol en van de bijproducten zijn aan gezegde maatschappij verboden.

ART. 11.

De duur der maatschappij is dezelfde als die der haar verleende concessie.

De vervroegde ontbinding kan slechts krachtens eene wet uitgesproken worden.

ART. 12.

Een Regeeringscommissaris houdt toezicht op al de verrichtingen der maatschappij. Zijne jaarwedde wordt door de Regeering bepaald in verstandhouding met het beheer der maatschappij. Zij valt ten laste van deze.

ART. 13.

De pachtende maatschappij wordt tot stand gebracht door den inbreng, vrij van alle lasten :

1^o Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij in werking worden gehouden, van de gronden, de gebouwen en het materieel, welke voor het bedrijf hunner stokerijen dienen, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen;

2^o Door de stokers en rectificeerders wier fabrieken door de maatschappij niet in werking worden gehouden, van hunne distilleertoestellen begrepen in hunne bezitsaangifte, van hunne industriele waarde, van hunne fabrieksmerken en werkwijzen.

De waarde van dien inbreng wordt door een college van elf deskundigen onherroepelijk geschat.

Elke van de vijf bestaande klassen van stokerijen wijst een deskundige aan, namelijk :

- 1^o De stokerijen, die tevens gist vervaardigen;
- 2^o De graanstokerijen, die geen gist vervaardigen;
- 3^o De mclassestokerijen;
- 4^o De landbouwestokerijen;
- 5^o De rectificeerders, die geen alcohol bereiden.

Vijf deskundigen worden door den Minister van Financiën aangewezen.

Een deskundige, die bovendien optreedt als voorzitter, wordt aangewezen door den eersten voorzitter van het Verbrekingshof.

Tot het bepalen van de waarde der inbrengsten worden in aanmerking genomen de waarde van de gebouwen en van het fabrieksmaterieel, de voortbrenging van elke fabriek gedurende het jaar 1915 en de eerste zeven maanden van 1914, met aanwending van een bijzonderen vermenigvuldiger voor elk der vijf bestaande klassen van stokerijen, de gemaakte winst.

ART. 14.

Het kapitaal der maatschappij wordt vastgesteld op een bedrag gelijkstaande met dit van de bij artikel 13 voorziene inbrengsten.

Het wordt verdeeld in gansch volgestorte kapitaalsaandeelen van 500 frank elk.

Deze aandeelen zijn aandeelen aan toonder.

ART. 15.

De kapitaalsaandeelen worden aan de bij artikel 13 vermelde inbrengers toegekend naar verhouding van de waarde hunner inbrengsten.

De titels worden hun alleen dan afgeleverd wanneer de ingebrachte goederen, vrij van alle lasten, aan de maatschappij regelmatig zijn overgedragen.

Tot op dit oogenblik dienen zij tot zekerheid dezer kwijting.

ART. 16.

De zuivere winsten worden verdeeld als volgt : ten minste 5 % ten behoeve van de wettelijke reserve.

Vervolgens wordt de vereischte som genomen om aan elk kapitaals-aandeel een dividend van 25 frank te kunnen uitkeeren.

Van het overblijvende, $\propto$ t. h. ten behoeve van den Beheerraad en van het College van Commissarissen.

Het saldo wordt onder de kapitaalsaandeelen en den Staat gelijkelijk verdeeld, tenzij de algemeene vergadering beslist een deel daarvan te besteden aan een voorzorgsfonds of aan buitengewone aflossingen.

ART. 17.

De bereiding van en de handel in likeuren zijn aan de concessiehoudende maatschappij verboden.

Zij mag haren drinkalcohol slechts bij hoeveelheden van ten minste 100 liter verkoopen.

ART. 18.

De Regeering heeft het recht, toezicht te houden op al de verrichtingen der maatschappij en daartoe van haar alle staten en inlichtingen te eischen. Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, welke, volgens haar, in strijd is hetzij met de wet, hetzij met de statuten, hetzij met de belangen van den Staat.

ART. 19.

Wanneer de maatschappij ophoudt te bestaan, wordt de zuivere opbrengst der vereffening gebruikt tot terugbetaling al pari van de kapitaals-aandeelen; het saldo wordt onder de kapitaalsaandeelen en den Staat, elk voor de helft, verdeeld.

De Staat is aan de concessiehoudende maatschappij geene vergoeding hoegenaamd verschuldigd wegens de afschaffing van haar bedrijf.

ART. 20.

De oprichting van de pachtende maatschappij kan bij onderhandsche akte vastgesteld worden. De Staat wordt gemachtigd, de maatschappij vrij te stellen van de registratie-, overgangs- en zegelrechten.

In de van kracht zijnde wetten wordt geen wijziging gebracht, wat betreft de accijnsrechten, de tolrechten, de belastingen, het patentrecht, enz.

Aan de concessiehoudende maatschappij wordt geen vrijstelling hoegenaamd verleend.

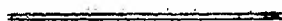
ART. 21.

De datum, waarop deze wet in werking treedt, wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

TEXTE DES PROJETS DU GOUVERNEMENT

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA SECTION CENTRALE



TEKST VAN DE ONTWERPEN DER REGEERING

EN

TEKST DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD

Texte des projets du Gouvernement.

Tekst van de ontwerpen der Regeering.

ARTICLE PREMIER

du projet tendant à combattre l'alcoolisme,
n° 113.

§ 1^{er}. — La consommation, la vente et l'offre, même à titre gratuit, par quelque quantité que ce soit, de boissons spiritueuses à consommer sur place, sont interdites dans tous les endroits accessibles au public, notamment dans les débits de boissons, hôtels, restaurants, lieux de divertissements, magasins, échoppes, bateaux, trains, trams, gares, ateliers ou chantiers, ainsi que sur la voie publique.

§ 2. — Les commerçants, autres que les débitants de boissons à consommer sur place, sont seuls autorisés à vendre ou à offrir des boissons spiritueuses à consommer en dehors de leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres.

§ 3. — L'interdiction établie par le § 2 du présent article n'est pas applicable au pharmacien qui délivre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 2

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs et n'en peuvent détenir

ARTIKEL ÉÉN

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme, n° 113.

§ 1. Verbruik, verkoop en aanbieding, zelfs te kosteloozen titel, bij eenigerlei hoeveelheid, van sterke dranken ter plaatse te verbruiken, worden verboden in alle voor het publiek toegankelijke plaatsen, namelijk in de dranksluiterijen, hotels, spijshuizen, plaatsen voor vermaak, magazijnen, kramen, schepen, treinen, trams, stations, werkhuizen of plaatsen, alsmede op den openbaren weg.

§ 2. — De handelaars, andere dan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, zijn alleen gemachtigd om buiten hunne inrichting te verbruiken sterke dranken te verkoopen of aan te bieden, voor zooveel elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt.

§ 3. — Het verbod gevestigd bij § 2 van dit artikel is niet van toepassing op den apotheker die, op voorschrift van een doctor in de medicijnen, sterke dranken levert.

ART. 2

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, mogen hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voorhanden hebben in de lokalen waarin de verbruikers toegelaten worden, en

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi sur le régime de l'alcool.**Wetsontwerp op de fiscale regeling
betreffende den alcohol.****CHAPITRE PREMIER.****EERSTE HOOFDSTUK.****Commerce et débit de l'alcool.****Handel in en verkoop van alcohol.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

§ 1. — La consommation, la vente et l'offre, même à titre gratuit, par quelque quantité que ce soit, de boissons spiritueuses à consommer sur place, sont interdites dans tous les endroits accessibles au public, notamment dans les débits de boissons, hôtels, restaurants, lieux de divertissements, magasins, échoppes, bateaux, trains, trams, gares, ateliers ou chantiers, ainsi que sur la voie publique.

§ 2. — Les commerçants, autres que les débitants de boissons à consommer sur place, sont seuls autorisés à vendre ou à offrir des boissons spiritueuses à consommer en dehors de leur établissement, pour autant que chaque vente ou livraison comporte au moins deux litres.

§ 3. — L'interdiction établie par le § 2 du présent article n'est pas applicable au pharmacien qui délivre des boissons spiritueuses sur la prescription d'un docteur en médecine.

ART. 2.

Les débitants de boissons à consommer sur place ne peuvent détenir aucune quantité de boissons spiritueuses dans les locaux où sont admis les consommateurs et n'en peuvent détenir plus de

§ 1. — Verbruik, verkoop en aanbidding, zelfs ten kosteloozen titel, bij eenigerlei hoeveelheid, van ter plaatse te verbruiken sterke dranken worden verboden in alle voor het publiek toegankelijke plaatsen, namelijk in de dranksluiterijen, hotels, spijshuizen, vermaakplaatsen, magazijnen, kramen, schepen, treinen, trams, statien, werkhuisen of werkplaatsen, alsmede op den openbaren weg.

§ 2. — Alleen de handelaars, andere dan de slijters van ter plaatse te verbruiken dranken, zijn gemachtigd tot verkoop of aanbidding van buiten hunne inrichting te verbruiken sterke dranken, voor zooveel elke verkoop of levering ten minste twee liter bedraagt.

§ 3. — Het verbod, opgelegd bij § 2 van dit artikel, is niet van toepassing op den apotheker die, op voorschrift van een doctor in de medicijnen, sterke dranken levert.

ART. 2.

De slijters van ter plaatse te verbruiken dranken mogen hoegenaamd geen hoeveelheid sterke dranken voorhanden hebben in de lokalen, waarin de verbruikers toegelaten worden, en

Texte des projets du Gouvernement.

plus de quatre litres dans les autres parties de l'établissement, ni dans l'habitation y attenante.

ART. 3

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce, en quelque quantité que ce soit, telles que eaux de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. — Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel, ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool de distillation ou que la richesse alcoolique ne dépasse pas 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

ARTICLE PREMIER

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool, n° 112.

Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques désignés ci-après et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont modifiés de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles à 50 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade . . . fr. 450

Par hectolitre.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

mogen daarvan niet meer dan vier liter voorhanden hebben in de andere gedeelten der inrichting, noch in de belendende woning.

ART. 3

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

§ 1. — Door sterke dranken worden verstaan, alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol, of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijke alcohol, zooals brandewijn, elixirs, likeuren, bitters, aperitifs en andere soortgelijke voortbrengselen.

§ 2. — De opbrengst der alcoholgisting van natuurlijke vruchtensappen : wijn, cider en perendrank, evenals mede, worden niet beschouwd als sterke dranken voor zooveel zij niet met gedistilleerden alcohol werden vermengd, of dat het alcoholgehalte niet hooger is dan 18 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ARTIKEL ÉÉN

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol, n° 112.

De invoerrechten op de hierna aangegeuide alcoholhoudende vloeistoffen en op de in brandewijn ingemaakte eetwaren worden gewijzigd als volgt :

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of minder van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer fr. 450

Per hectoliter.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelfafceeling voorgesteld.

quatre litres dans les autres parties de l'établissement, ni dans l'habitation y attenante.

ART. 3.

§ 1^{er}. — On entend par boissons spiritueuses toutes les boissons formées d'alcool de distillation ou contenant de l'alcool de l'espèce, en quelque quantité que ce soit, telles que eaux-de-vie, élixirs, liqueurs, amers, apéritifs et autres produits analogues.

§ 2. — Les produits de la fermentation alcoolique de jus naturels de fruits : vins, cidres et poirés, ainsi que l'hydromel, ne sont pas considérés comme boissons spiritueuses, pour autant qu'ils n'aient pas été additionnés d'alcool de distillation ou que la richesse alcoolique ne dépasse pas 18 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades.

CHAPITRE II.

Régime fiscal de l'alcool.

ART. 4.

Les droits d'entrée sur les liquides alcooliques désignés ci-après et sur les conserves alimentaires à l'eau-de-vie sont *fixés* de la manière suivante :

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles à 50 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade fr.

Par hectolitre.

900

mogen daarvan niet meer dan vier liter voorhanden hebben in de overige gedeelten der inrichting, noch in de belendende woning.

ART. 3.

§ 1. — Onder sterke dranken worden verstaan alle dranken samengesteld uit gedistilleerden alcohol of bevattende eenigerlei hoeveelheid soortgelijken alcohol, zooals brandewijn, elixirs, likeuren, bitters, aperitifs en andere soortgelijke producten.

§ 2. — De producten der alcoholgisting van natuurlijke vruchten-sappen : wijn, cider en perendrank, evenals mede, worden niet beschouwd als sterke dranken, voor zooveel zij niet met gedistilleerden alcohol werden vermengd of het alcoholgehalte niet hooger is dan 18 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

HOOFDSTUK II.

Fiscale regeling van den alcohol.

ART. 4.

De invoerrechten op de hierna vermelde alcoholhoudende vloeistoffen en op de in brandewijn ingemaakte eetwaren worden *vastgesteld* als volgt :

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50 graden of minder van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer . . . fr.

Per hectoliter.

900

Texte des projets du Gouvernement.

En cercles, pour chaque degré
au-dessus de 50 fr. 9

En bouteilles, sans distinction
de degré. fr. 900

Liqueurs, sans distinction de
degré. fr. 900

Boissons fabriquées au moyen
de fruits secs (raisins, dattes,
figues, etc.), avec ou sans addition
de jus de raisins frais, ainsi que
celles fabriquées à l'aide d'alcool,
d'eau, de sucre, de matières colo-
rantes, etc., avec ou sans addition
de jus de fruits, dont la richesse
alcoolique n'est pas supérieure à
15 degrés de l'alcoomètre de Gay-
Lussac, à la température de 15
centigrades fr. 120

*Autres liquides alcooliques con-
tenant en alcool :*

20 % ou moins fr. 180
Plus de 20 % et pas plus de
50 %. fr. 450
Plus de 50 % fr. 900

Conserves alimentaires à l'eau-de-vie :
par 100 kilogrammes, 450 francs.

ART. 2

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Est portée à 8 %, la taxe de 4 % du
montant des droits d'entrée établie par
l'article 3 de la loi du 5 septembre 1913
sur les produits énumérés à l'article 5
de la loi du 12 décembre 1912.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

Op fust, voor elken graad bo-
ven de 50 fr. 9

Op flesschen, zonder onder-
scheid van graad fr. 900

Likeuren, zonder onderscheid
van graad fr. 900

Dranken vervaardigd door mid-
del van gedroogde vruchten (ro-
zijnen, dadels, vijgen, enz.), met
of zonder toevoeging van sap van
versehe druiven, alsmede de dran-
ken vervaardigd door middel van
alcohol, van water, van suiker,
van kleurstoffen, enz., met of
zonder toevoeging van vruchten-
sap, waarvan het alcoholgehalte
niet hooger is dan 15 graden van
den alcoholmeter van Gay-Lussac
bij de temperatuur van 15 graden
van den honderddeelingen ther-
mometer. fr. 120

*Andere alcoholhoudende vloeis-
toffen hebbende een alcoholge-
halte :*

Van 20 t. h. of minder. . fr. 180
Van meer dan 20 t. h. en niet
meer dan 50 t. h. fr. 450
Van meer dan 50 t. h. . . . fr. 900

In brandewijn ingemaakte eetwaren :
per 100 kilogram, 450 frank.

ART. 2

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling
van den alcohol.

Wordt gebracht op 8 t. h. de taxe
van 4 t. h. van het bedrag der invoer-
rechten, gevestigd bij artikel 3 der wet
van 5 Septembre 1913 op de producten
opgenoemd onder artikel 5 der wet van
12 Decembre 1912.

Texte proposé par la Section centrale.

	Par hectolitre.
En cercles pour chaque degré au-dessus de 50 fr.	18
En bouteilles, sans distinction de degré fr.	1,800
Liqueurs, sans distinction de degré fr.	1,800

Boissons fabriquées au moyen de fruits secs (raisins, dattes, figes, etc.), avec ou sans addition de jus de raisins frais, ainsi que celles fabriquées à l'aide d'alcool, d'eau, de sucre, de matières colorantes, etc., avec ou sans addition de jus de fruits, dont la richesse alcoolique n'est pas supérieure à 15 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades fr.

240

Autres liquides alcooliques contenant en alcool :

	Par hectolitre.
20 % ou moins fr.	360
Plus de 20 % et pas plus de 50 % fr.	900
Plus de 50 % fr.	1,800

Conserves alimentaires à l'eau-de-vie : par 100 kilogrammes, 900 francs.

ART. 5.

Est portée à 16 % la taxe de 4 % du montant des droits d'entrée établie par l'article 3 de la loi du 5 septembre 1913 sur les produits énumérés à l'article 5 de la loi du 12 décembre 1912.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

	Per hectoliter.
Op fust, voor elken graad boven 50. fr.	18
Op flesschen, zonder onderscheid van graad fr.	1,800
Likeuren, zonder onderscheid van graad fr.	1,800

Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten (rozijnen, dadels, vijgen, enz.), met of zonder toevoeging van sap van verse druiven, alsmede de dranken vervaardigd door middel van alcohol, van water, van suiker, van kleurstoffen, enz., met of zonder toevoeging van vruchtsap, waarvan het alcoholgehalte niet hooger is dan 15 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeelingen thermometer. fr.

240

Andere alcoholhoudende vloeistoffen hebbende een alcoholgehalte :

	Per hectoliter.
Van 20 t. h. of minder fr.	360
Van meer dan 20 t. h. en niet meer dan 50 t. h. fr.	900
Van meer dan 50 t. h. fr.	1,800

In brandewijn ingemaakte eetwaren per 100 kilogram, 900 frank.

ART. 5.

Wordt gebracht op 16 t. h. de taxe van 4 t. h. van het bedrag der invoerrechten, gevestigd bij artikel 3 der wet van 5 September 1913 op de producten vermeld in artikel 5 der wet van 12 December 1912.

Texte des projets du Gouvernement.

ART. 3

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Les vins étrangers contenant plus de
24 % d'alcool suivent le régime des
liqueurs pour la perception des droits.

L'imposition des vins importés en
bouteilles ne peut en aucun cas être
inférieure à celle des vins importés
autrement.

ART. 4

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie
fabriquée dans le pays est prélevé sur
les quantités produites de flegmes ou
alcools, à raison de 400 francs par
hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre
de Gay-Lussac, à la température de
15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 5

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Par modification à l'article 4 de la
loi du 12 décembre 1912, la taxe
sur les eaux-de-vie indigènes de toute
espèce déclarées en consommation est
portée de 10 à 20 centimes par litre
d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoo-
mètre de Gay-Lussac à la température
de 15 degrés du thermomètre centi-
grade.

ART. 6

du projet modifiant le régime fiscal
de l'alcool.

Les taux de droit et de taxe fixés
par les articles 4 et 5 sont applicables

Tekst van de ontwerpen der Regering.

ART. 3

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Buitenlandsche wijn die meer dan
24 t. h. alcohol bevat volgt, voor het
heffen der rechten, het regiem van de
likeuren.

De aanslag van wijn ingevoerd op
flesschen mag in geen geval lager zijn
dan die van wijn anders ingevoerd.

ART. 4

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Het accijnsrecht op den in het Rijk
vervaardigten brandewijn, wordt gehe-
ven van de voortgebrachte hoeveelhe-
den flegma's of alcohol, op voet van
400 frank per hectoliter van 50 graden
sterkte van den alcoholmeter van
Gay-Lussac, bij de temperatuur van
15 graden van den honderddeelligen
thermometer.

ART. 5

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Met wijziging in artikel 4 der wet
van 12 December 1912 wordt de taxe
op den binnenlandschen brandewijn
van alle soort, ten verbruike aange-
geven, gebracht van 10 op 20 centie-
men per liter brandewijn hebbende eene
sterkte van 50 graden van den alcohol-
meter van Gay-Lussac bij de tempe-
ratuur van 15 graden van den honderd-
deelligen thermometer.

ART. 6

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

De bedragen van recht en van taxe
bepaald bij artikelen 4 en 5 zijn toepas-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

ART. 6.

Les vins étrangers contenant plus de 21 % d'alcool suivent le régime des liqueurs pour la perception des droits.

L'imposition des vins importés en bouteilles ne peut en aucun cas être inférieure à celle des vins importés autrement.

ART. 7.

Le droit d'accise sur l'eau-de-vie fabriquée dans le pays est prélevé sur les quantités produites de flegmes ou alcools, à raison de 800 francs par hectolitre à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 8.

Par modification à l'article 4 de la loi du 12 décembre 1912, la taxe sur les eaux-de-vie indigènes de toute espèce déclarées en consommation est portée de 10 à 40 centimes par litre d'eau-de-vie à 50 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

ART. 9.

Les taux de droit et de taxe fixés par les articles 4 et 5 sont applicables aux

ART. 6.

Buitenlandsche wijn, die meer dan 21 t. h. alcohol bevat, volgt, voor het heffen der rechten, de regeling betreffende de likeuren.

De aanslag van wijn ingevoerd op flesschen mag in geen geval lager zijn dan die van wijn, op een andere wijze ingevoerd.

ART. 7.

Het accijnsrecht op den in het Rijk vervaardigten brandewijn wordt gegeven van de voortgebrachte hoeveelheden flegma's of alcohol, tegen 800 frank per hectoliter van 50 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 8.

Met wijziging van artikel 4 der wet van 12 December 1912 wordt de taxe op den binnenlandschen brandewijn van alle soort, ten verbruike aangegeven, gebracht van 10 op 40 centiem per liter brandewijn van 50 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer.

ART. 9.

De bedragen van recht en van taxe, bepaald bij de artikelen 4 en 5, zijn

Texte des projets du Gouvernement.

aux flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

ART. 7

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Aucune quantité de flegmes ou d'alcools ne peut être enlevée des distilleries, des usines de rectification ou des entrepôts publics qu'en vertu d'une autorisation du Ministre des Finances.

ART. 10

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Toute infraction à l'article 7 est punie d'une amende égale au décuple des droits et taxes dus, outre la confiscation des flegmes et alcools et des moyens de transport.

ART. 8

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Le Ministre des Finances, de commun accord avec le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, est autorisé à fixer :

1° Les prix de vente des alcools indigènes destinés à être consommés dans le pays ou qui doivent y servir pour d'autres usages ;

Tekst van de ontwerpen der Regering.

selijk op de binnenlandsche flegma's of alcohol waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen op het oogenblik van de inwerkingstelling dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

ART. 7

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Geene hoeveelheid flegma's of alcohol mag uit de stokerijen, distilleerderijen of openbare stapelhuizen worden uitgeslagen, dan krachtens eene toelating van den Minister van Financiën.

ART. 10

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Alle overtreding van artikel 7 wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der verschuldigde rechten en taxes, onverminderd verbeurdverklaring van de flegma's en den alcohol en van de vervoermiddelen.

ART. 8

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

De Minister van Financiën, in gemeen overleg met den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, is gemachtigd vast te stellen :

1° De verkoopprijzen van binnenlandschen alcohol bestemd tot verbruik in het Rijk, of die er tot andere doeleinden moet worden gebezigd ;

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

flegmes ou alcools indigènes dont l'existence sera constatée dans les distilleries, les usines de rectification et les entrepôts publics au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

(Supprimé.)

(Supprimé.)

(Supprimé.)

toepasselijk op de binnenlandsche flegma's of alcohol, waarvan het bestaan in de stokerijen, distilleerderijen en openbare stapelhuizen bij het in werking treden dezer wet zal worden vastgesteld.

De Minister van Financiën is gemachtigd, de noodige maatregelen te treffen om de uitvoering van deze bepaling te verzekeren.

(Te doen wegvallen.)

(Te doen wegvallen.)

(Te doen wegvallen.)

Texte des projets du Gouvernement.

2^o La quotité de ces prix revenant aux distillateurs.

La différence existant éventuellement entre les prix de vente dont il est question au 1^o ci-dessus et, d'autre part, la quotité réservée aux distillateurs et le montant des droits d'accise, est perçue au profit de l'État comme taxe de libération.

Les alcools destinés à l'exportation peuvent être soumis également à une taxe de libération à déterminer par le Ministre des Finances.

ART. 5

Du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites et la responsabilité.

ART. 6

Du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contrainte, ainsi que les délégués du

Tekst van de ontwerpen der Regeering.

2^o Het aandeel in deze prijzen, dat aan de stokers toekomt.

Het verschil dat bij voorkomend geval bestaat tusschen de verkoopprijzen waarvan sprake in 1^o hierboven en anderdeels, het aan de stokers voorbehouden aandeel en het bedrag der accijnsrechten, wordt ten voordeele van den Staat als vrijgevingstaxe geïnd.

De tot den uitvoer bestemde alcohol kan insgelijks worden onderworpen aan eene door den Minister van Financiën vast te stellen vrijgevingstaxe.

ART. 5

Van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Op de overtredingen voorzien bij deze wet worden van toepassing gemaakt de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging en de verantwoordelijkheid.

ART. 6

Van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Al de ambtenaars en beampten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde gemeenteamttenaars en agenten, de gendarmen, de dwangbeveldragers, alsmede de afgevaardigden der Regeering

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

CHAPITRE III.

Dispositions générales. — Surveillance.
Pénalités. — Abrogations.

ART. 10.

Sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi, les dispositions des lois et règlements sur les contributions directes, douanes et accises concernant la rédaction et le visa des procès-verbaux, la remise de la copie de ceux-ci, la foi due à ces actes, le mode de poursuites, la responsabilité, *la complicité, la tentative de corruption, le droit de transiger, etc.*

ART. 11.

Tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, douanes et accises, les fonctionnaires et agents communaux assermentés, les gendarmes, les porteurs de contrainte sont qualifiés à l'effet de

HOOFDSTUK III.

Algemeene bepalingen. — Toezicht. — Straffen. — Intrekking van wetsbepalingen.

ART. 10.

Op de overtredingen, voorzien bij deze wet, zijn mede van toepassing de bepalingen der wetten en verordeningen op de rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, betreffende het opstellen en het visa der processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht dier akten, de wijze van vervolging, de aansprakelijkheid, *de medeplichtigheid, de poging tot omkoopning, het recht van dading, enz.*

ART. 11.

Al de ambtenaren en beambten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, de beëdigde ambtenaren en agenten der gemeenten, de gendarmen, de dwangbevel dragers zijn bevoegd om al de

Texte des projets du Gouvernement.

Gouvernement ou des administrations communales pour la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater seuls toutes les infractions à la présente loi.

ART. 7

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 6 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

ART. 9

du projet modifiant le régime de l'alcool.

En cas de découverte d'une distillerie clandestine, sont considérés comme complices et passibles des peines édictées par les articles 123, 124, 125 et 129 de la loi du 15 avril 1896, tous ceux qui, sciemment, ont participé au délit d'une manière quelconque, l'ont facilité ou y ont eu intérêt soit, notamment, en livrant ou en appropriant des appareils pouvant servir à la fraude, soit

Tekst van de ontwerpen der Regering

of der gemeentebesturen voor het toezicht op het bereiden van en den handel in eetwaren, zijn bevoegd om al de overtredingen dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 7

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij aan de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de onder artikel 6 vermelde agenten zonder bijstand laten binnentreden in al de gedeelten van zijne inrichting, met inbegrip van de aanhoorigheden waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden der andere gedeelten van de inrichting, alsmede van de belendende woning is afhankelijk van de toelating des vrederechters; het moet door ten minste twee beambten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Bovendien is de slijter gehouden desgevallende monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

ART. 9

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Ingeval van ontdekking eener geheime stokerij, worden beschouwd als medeplichtigen en zijn strafbaar met de straffen bepaald bij artikelen 123, 124, 125 en 129 der wet van 15 April 1896, al degenen die met voorweten op eenigerlei wijze deel hebben genomen aan het vergriep, het hebben vergemakkelijkt, of belang er bij hebben gehad, hetzij namelijk door het leveren of

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld

rechercher et constater seuls toutes les infractions aux articles 1 et 2 de la présente loi.

overtredingen van de artikelen 1 en 2 dezer wet alleen op te sporen en vast te stellen.

ART. 12.

ART. 12.

Pendant tout le temps que le débit est accessible aux clients ou consommateurs, le débitant doit laisser pénétrer, sans assistance, les agents désignés à l'article 11 dans toutes les parties de son établissement, y compris les dépendances où les clients et les consommateurs ont accès. La visite des autres parties de l'établissement ainsi que de l'habitation y attenante est subordonnée à l'autorisation du juge de paix; elle doit être effectuée par deux employés au moins et ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 18 heures.

Gedurende gansch den tijd dat de slijterij voor de klanten of verbruikers toegankelijk is, moet de slijter de in artikel 11 vermelde agenten, zonder bijstand, laten binnentreden in al de gedeelten zijner inrichting met inbegrip van de aanhoorigheden, waartoe de klanten en de verbruikers toegang hebben. Het betreden van de overige gedeelten der inrichting, alsmede van de belendende woning wordt afhankelijk gesteld van de machtiging des vrederechters; het moet door ten minste twee beampten geschieden en mag slechts tusschen 8 en 18 uur plaats grijpen.

Le débitant est tenu, en outre, le cas échéant, de laisser prélever des échantillons sur les boissons qu'il détient.

Bovendien is de slijter gehouden, bij voorkomend geval, monsters te laten nemen van de dranken die hij in voorraad heeft.

ART. 13.

ART. 13.

En cas de découverte d'une distillerie clandestine, sont considérés comme complices et passibles des peines édictées par les articles 123, 124, 125 et 129 de la loi du 15 avril 1896, tous ceux qui, sciemment, ont participé au délit d'une manière quelconque, l'ont facilité ou y ont eu intérêt soit, notamment, en livrant ou en appropriant des appareils pouvant servir à la fraude,

Bij ontdekking eener geheime stokerij wordt als medeplichtige beschouwd en is strafbaar met de straffen bepaald bij de artikelen 123, 124, 125 en 129 der wet van 15 April 1896, alwie, met voorweten, op eenigerlei wijze deel heeft genomen aan het wanbedrijf, het heeft vergemakkelijkt of er belang bij heeft gehad, hetzij, namelijk, door het leveren of het geschiktmaken der toestellen die

Texte des projets du Gouvernement.

en livrant les matières premières ou la levure, soit en se chargeant de la vente ou de la cession des flegmes et alcools. Il en est de même de tous ceux qui ont acheté ces produits dans des conditions ou à des prix tels qu'ils devaient présumer leur provenance illicite.

ART. 8

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

§ 1^{er}. — Sont punis d'une amende de 500 à 5,000 francs :

a) Chaque infraction aux articles 1, 2 ou 4; les boissons spiritueuses détenuës en contravention à l'article 2, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants;

b) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 7 et généralement tout acte du débitant, de son gérant ou de son préposé, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions; le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 50 à 500 francs.

Dans les cas prévus au présent paragraphe, la fermeture du débit ou l'interdiction de vendre des boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement, peut en outre être prononcée.

Tekst van de ontwerpen der Regering.

het geschikt maken der toestellen die tot bedrog kunnen worden aangewend, hetzij door het leveren der grondstoffen of der gist, hetzij door zich te belasten met den verkoop of den afstand van de flegma's en den alcohol. Dit geldt eveneens voor al degenen die deze produkten hebben aangekocht in voorwaarden of tegen prijzen van zulken aard, dat zij den ongeoorloofden oorsprong daarvan moesten vermoeden.

ART. 8

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

§ 1. — Worden gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank :

a) Elke overtreding van artikelen 1, 2 of 4; de sterke dranken voorhanden in overtreding van artikel 2 worden in beslag genomen en verbeurd verklaard, zelfs dan wanneer zij geen eigendom der overtreders zijn;

b) Alle weigering van vrijen toegang of ander feit strekkende tot het beletten of belemmeren der bezoeken voorzien bij artikel 7, en over 't algemeen elke daad van den slijter, van zijnen zaakvoerder of van zijnen aangestelde, strekkende het opsporen of het vaststellen der overtredingen te beletten of te belemmeren; hetzelfde feit vastgesteld ten laste van eenen derde is strafbaar met eene boete van 50 tot 500 frank.

Bovendien kan worden uitgesproken, in de bij deze paragraaf voorziene gevallen, de sluiting der slijterij of het verbod van sterke dranken te verkoopen tot verbruik buiten de inrichting.

Texte proposé par la Section centrale.

soit en livrant les matières premières ou la levure, soit en se chargeant de la vente ou de la cession des flegmes et alcools. Il en est de même de tous ceux qui ont acheté ces produits dans des conditions ou à des prix tels qu'ils devaient présumer leur provenance illicite.

ART. 14.

§ 1^{er}. — Sont punis d'une amende de 500 à 5,000 francs :

a) Chaque infraction aux articles 1 ou 2.

Les boissons spiritueuses détenues en contravention à l'article 2, sont saisies et confisquées, même si elles ne sont pas la propriété des contrevenants.

b) Tout refus de visite ou autre fait tendant à empêcher ou entraver les visites prévues par l'article 12 et généralement tout acte du débitant, de son gérant ou de son préposé, tendant à empêcher ou entraver la recherche ou la constatation des contraventions. Le même fait relevé à charge d'un tiers est punissable d'une amende de 50 à 500 francs.

Dans les cas prévus au présent paragraphe la fermeture du débit ou l'interdiction de vendre des boissons spiritueuses à consommer en dehors de l'établissement, peut en outre être prononcée.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

tot bedrog kunnen worden aangewend, hetzij door het leveren der grondstoffen of der gist, hetzij door zich te belasten met den verkoop of den afstand van de flegma's en den alcohol. Dit geldt eveneens voor alwie deze producten heeft aangekocht onder zoodanige voorwaarden of tegen zoodanige prijzen, dat zij de ongeoorloofde herkomst daarvan moesten vermoeden.

ART. 14.

§ 1. — Worden gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank :

a) Elke overtreding van de artikelen 1 of 2.

De sterke dranken, voorhanden zijnde in overtreding van artikel 2, worden in beslag genomen en verbeurdverklaard, zelfs dan wanneer zij niet het eigendom van de overtreders zijn.

b) Elke weigering van toegang of elk ander feit dat strekt om den toegang, voorzien bij artikel 12, te verhinderen of te belemmeren en, over 't algemeen, elke handeling van den slijter, van zijnen zaakvoerder of van zijnen aangestelde, welke strekt om de opsporing of de vaststelling der overtredingen te verhinderen of te belemmeren. Hetzelfde feit vastgesteld ten laste van een derde is strafbaar met eene boete van 50 tot 500 frank.

Bovendien kan, in de bij deze paragraaf voorziene gevallen, de sluiting der slijterij of het verbod, sterke dranken te verkoopen tot verbruik buiten de inrichting, uitgesproken worden.

Texte des projets du Gouvernement.

§ 2. — A défaut de paiement de l'amende encourue, celle-ci est remplacée par un emprisonnement d'un à six mois.

§ 3. — En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés. Celui-ci est réduit de trois jours à un mois pour les tiers visés au littéra *b*, *in fine*, du § 1^{er}.

§ 4. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 9

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues pour contravention à la présente loi.

ART. 10

du projet tendant à combattre l'alcoolisme, et

ART. 11

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, concernant la condamnation conditionnelle, ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

ART. 13

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

Est abrogé l'article 2 de la loi du 5 septembre 1913.

Tekst van de ontwerpen der Regeering.

§ 2. — Bij niet betaling van de verbeurde boete wordt deze door eene gevangenisstraf van een tot zes maanden vervangen.

§ 3. — In geval van herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf verdubbeld. Deze wordt verminderd van drie dagen tot een maand voor de in littera *b*, *in fine* van § 1 bedoelde derden.

§ 4. — Artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij het tegenwoordig artikel voorziene overtredingen.

ART. 9

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

In geval van herhaald vergrijp mag de Minister van Financiën geene dading treffen omtrent de straffen beloopt wegens overtreding dezer wet

ART. 10

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme, en

ART. 11

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888, betreffende voorwaardelijke veroordeeling, zijn niet van toepassing op de bij deze wet voorziene straffen.

ART. 13

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale regeling van den alcohol.

Wordt afgeschaft artikel 2 der wet van 5 September 1913.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

§ 2. — A défaut de paiement de l'amende encourue, celle-ci est remplacée par un emprisonnement d'un à six mois.

§ 3. — En cas de récidive, les amendes et l'emprisonnement sont doublés. Celui-ci est réduit de trois jours à un mois pour les tiers visés au littéra *b*, *in fine*, du § 1^{er}.

§ 4. — Les articles 66 et 67 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 15.

Le Ministre ne peut, en cas de récidive, transiger sur les peines encourues par application de l'article précédent.

ART. 16.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux peines prévues par la présente loi.

CHAPITRE IV.

Abrogations. Mise en vigueur de la loi.

ART. 17.

Sont abrogés :

1° Les articles 1 et 2 de la loi du 5 septembre 1913 ;

§ 2. — Bij niet-betaling van de uitgesproken boete wordt deze vervangen door eene gevangenisstraf van een tot zes maanden.

§ 3. — Bij herhaling worden de boeten en de gevangenisstraf op het dubbel gebracht. Deze wordt verminderd van drie dagen tot een maand voor de in littera *b*, *in fine*, van § 1 bedoeldé derden.

§ 4. — De artikelen 66 en 67 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij dit artikel voorziene overtredingen.

ART. 15.

In geval van herhaling kan de Minister geen dading aangaan over de straffen, bij toepassing van het vorig artikel uitgesproken.

ART. 16.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 op de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de straffen bij deze wet voorzien.

HOOFDSTUK IV.

Intrekking van wetsbepalingen.
Inwerkingtreding der wet.

ART. 17.

Worden ingetrokken :

1° De artikelen 1 en 2 der wet van 5 September 1913 ;

Texte des projets du Gouvernement.

ART. 11

du projet tendant à combattre l'alcoolisme.

L'arrêté-loi du 15 novembre 1918
est abrogé.

ART. 14

du projet modifiant le régime fiscal de l'alcool.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication, sauf en ce qui concerne le premier alinéa de l'article 3, dont la disposition entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Tekst van de ontwerpen der Regeering:

ART. 11

van het ontwerp tot bestrijding van het alcoholisme.

Het besluit-wet van 15 November 1918 wordt afgeschaft.

ART. 14

van het ontwerp tot wijziging van de fiscale
regeling van den alcohol.

Deze wet wordt daags na hare afkondiging verplichtend, uitgenomen wat betreft het eerste lid van artikel 3, waarvan de bepaling in werking zal treden op den door de Regeering te bepalen datum.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

2° L'arrêté-loi du 15 novembre 1918.

2° Het besluit-wet van 15 November 1918.

ART. 18.

ART. 18.

La présente loi est obligatoire à partir du lendemain de sa publication, sauf en ce qui concerne le premier alinéa de l'article 5, dont la disposition entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement.

Deze wet wordt verbindend daags na hare bekendmaking, behalve wat betreft het eerste lid van artikel 5, waarvan de bepaling in werking treedt op den datum, door de Regeering te bepalen.